

**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
*Comité de la Balance des Paiements*

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

GUINEE-BISSAU 2015





**REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU**  
Ministère de l'Economie et des Finances  
**Comité National de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

GUINEE-BISSAU 2015



## TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>AVANT PROPOS.....</b>	<b>6</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>9</b>
<b>I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES .....</b>	<b>11</b>
1.1- Balance commerciale de biens.....	12
1.1.1- Exportations de biens.....	12
1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	12
1.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	13
1.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	14
1.1.2- Importations de biens.....	17
1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	17
1.1.2.2- Composition des importations de biens.....	17
1.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	19
1.2- Balance de services.....	23
1.2.1- Exportations de services .....	23
1.2.2- Importations de services .....	24
1.3- Compte des revenus primaires.....	25
1.4- Compte des revenus secondaires.....	26
<b>II- COMPTE DE CAPITAL.....</b>	<b>28</b>
2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	28
2.2- Transferts de capital.....	28
<b>III- COMPTE FINANCIER.....</b>	<b>29</b>
3.1- Investissements directs étrangers.....	29
3.2- Investissements de portefeuille.....	30
3.3- Dérivés financiers.....	30
3.4- Autres investissements.....	30
<b>IV- CAPITAUX MONETAIRES.....</b>	<b>31</b>
4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	31
4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	31
4.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	31
<b>V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....</b>	<b>32</b>
5.1- Évolution de la position extérieure globale nette.....	32
5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale.....	33
5.3- Structure géographique de la position extérieure globale .....	34
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>36</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>37</b>

## **Index personnalisé**

Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA).....	11
Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix de cajou.....	14
Graphique 3 : Orientation géographique des exportations en 2015.....	17
Graphique 4 : Composition des importations de biens.....	19
Graphique 5 : Orientation géographique des importations .....	19
Graphique 6 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union.....	20
Graphique 7 : Évolution de la balance des services (en millions de FCFA).....	23
Graphique 8 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA).....	24
Graphique 9: Structure des importations de services (en millions de FCFA).....	25

## Index des Tableaux

Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements .....	12
Tableau 2 : Compte des transactions courantes .....	13
Tableau 3 : Compte de biens .....	13
Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques .....	14
Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits .....	14
Tableau 6 : Orientation géographique des exportations .....	16
Tableau 7 : Evolution des exportations destinées vers les pays de l'UEMOA .....	17
Tableau 8 : Evolution des importations de biens par rubriques .....	18
Tableau 9 : Importations de biens .....	19
Tableau 10 : Evolution des Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA .....	21
Tableau 11 : Ventilation géographique des importations de marchandises .....	23
Tableau 12 : Evolution de la balance des services .....	24
Tableau 13 : Revenus primaires .....	26
Tableau 14 : Revenus secondaires .....	27
Tableau 15 : Compte de capital .....	29
Tableau 16 : Compte financier .....	30
Tableau 17 : Correspondance des statistiques monétaires et celles de la balance des paiements....	33
Tableau 18 : Variation de la position extérieure globale .....	34
Tableau 19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période) .....	35
Tableau 20 : Répartition géographique de la position extérieure globale .....	36

## **LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS**

BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BTC	Balance des Transactions Courantes
BM	Banque Mondiale
CAF	Coût Assurance Fret
DGA	Direction Générale des Douanes
DOLLAR USD	Monnaie des Etats Unis
EURO	Monnaie de l'Union Monétaire Européenne encore appelée Zone Euro
ECID	Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord
GB	Guinée - Bissau
IDE	Investissements Directs Etrangers
LIVRE STERLING	Monnaie Nationale d'Angleterre
MBP5	5 <sup>ème</sup> édition du Manuel de la Balance des Paiements
MBP6	6 <sup>ème</sup> édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
SCN	Système de Comptabilité Nationale
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
YUAN	Monnaie nationale de la Chine

*NB : la monnaie de référence dans le rapport est le FCFA, sauf indication du contraire.*



## **AVANT PROPOS**

La Balance des paiements est un cadre analytique qui retrace l'ensemble des opérations entre les résidents et les non résidents durant une période donnée qui peut être mensuelle, trimestrielle ou annuelle. Ces principaux soldes constituent des indicateurs importants d'analyse et de diagnostic. Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'Annexe III du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures, la Banque Centrale est chargée de l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA ainsi que de la balance des paiements régionale.

Ces comptes sont élaborés sur la base des contributions de tous les acteurs économiques, à travers les outils de collecte de données mis en œuvre par la Banque Centrale. Outre ces informations, l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale s'appuie sur les travaux de la Cellule sous régionale, chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Ces travaux ont permis de procéder à une analyse fine des asymétries relevées dans les déclarations statistiques bilatérales des Etats, en vue du rapprochement des données du commerce intra-UEMOA au titre de l'année 2015. Les corrections d'asymétries ont également porté sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008 par le FMI, les comptes extérieurs de la Guinée-Bissau sont élaborés depuis 2011, sur la base de ce nouveau dispositif.

## RESUME

Au cours de l'année 2015, l'environnement économique et financier international a été marqué, au plan mondial, par une reprise de l'activité moins soutenue que prévu. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), établies en avril 2016, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014. Au plan sous-régional, le produit intérieur brut de l'Union est ressorti en augmentation de 7,0% en 2015, après une progression de 6,5% en 2014 poursuivant la bonne tendance observée depuis quatre ans. Au plan national, le pays a bénéficié d'un contexte plus favorable en 2015 avec la forte hausse des prix à l'exportation de la noix de cajou et l'accroissement de la production vivrière. Le taux de croissance du PIB est estimé à 5,8% en 2015 contre 2,7 % en 2014 et 0,8% en 2013.

Les transactions économiques et financières de la Guinée-Bissau avec le reste du monde se sont traduites, au terme de l'année 2015, par une réduction de l'excédent du solde global de la balance des paiements, résultant de la baisse des flux nets au titre du compte financier et de l'amélioration des soldes des transactions courantes et de capital.

Le solde du compte courant s'est amélioré pour ressortir à 12.386,1 millions contre 3.119,9 millions enregistrés une année plus tôt, en raison de la baisse du déficit de la balance des biens et services dont l'impact a été atténué par le recul des ressources extérieures mobilisées au titre des transferts sans contrepartie publics.

Les échanges de biens ont dégagé un excédent record de 26.801,1 millions en 2015 contre un déficit de 23.828,6 millions en 2014, en raison essentiellement de la progression des exportations de noix de cajou et des ventes exceptionnelles de bois dont l'impact a été quelque peu atténué par la hausse des importations.

Le déficit de la balance des services s'est aggravé de 62,6%, pour ressortir à 55.940,7 millions en 2015, en raison notamment de l'accroissement de la consommation de services spécialisés sollicités auprès des non-résidents par les secteurs des télécommunications.

De même, l'excédent du compte du revenu primaire s'est réduit de 3.334,9 millions, pour se situer à 15.124,3 millions en 2015, en liaison avec l'accroissement des paiements de dividendes aux investisseurs étrangers.

Les entrées nettes au titre du compte du revenu secondaire ont baissé de 38,4%, passant de 42.884,9 millions en 2014 à 26.401,4 millions en 2015, en rapport avec le recul des appuis budgétaires reçus.

L'excédent du compte de capital a crû pour se situer à 35.382,1 millions contre 27.395,9 millions en 2014, soutenu par la hausse des flux des ressources reçues au titre des transferts en capital en faveur des administrations publiques.

Le cumul des soldes des transactions courantes et de capital est ressorti excédentaire de 47.768,1

millions en 2015 contre 30.515,8 millions notés un an plus tôt, soit un accroissement de 55,6%. Cet excédent, dont l'impact a été atténué par les sorties nettes de 4.128,6 millions au titre du compte financier, a permis de dégager un solde global de 35.801,0 millions en 2015 contre 76.247,4 millions en 2014.

La PEGN s'est améliorée de 28,5% en s'établissant à -98.516,1 millions en 2015 contre -137.887,0 millions à fin 2014. L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette à fin 2015 fait ressortir une situation débitrice avec la Zone euro (-49.096,0 millions) et les autres pays de l'UEMOA (-65.884,1 millions) et créditrice avec les autres régions du monde (16.464,0 millions).

## INTRODUCTION

Au cours de l'année 2015, l'environnement économique et financier international a été marqué par la volatilité des marchés financiers et la baisse des cours des matières premières de base, qui ont induit un rythme de progression de l'activité économique mondiale moins soutenu que prévu. La croissance a poursuivi son ralentissement dans les pays émergents et en développement, tandis que les pays avancés ont connu une reprise modérée.

Globalement, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), établies en avril 2016, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014. Dans les pays industrialisés, le taux de croissance est estimé à 1,9% en 2015 contre 1,8% en 2014, soutenu par les politiques monétaires accommodantes des banques centrales, l'amélioration des conditions financières et la baisse des prix du pétrole. Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique s'est affaiblie en 2015, affectée par le ralentissement de l'économie chinoise, la volatilité des marchés financiers, la persistance des tensions géopolitiques et l'impact négatif de la baisse des cours des matières premières pour les pays exportateurs. Selon les estimations du FMI, le produit intérieur brut des économies émergentes et en développement a augmenté de 4,0% en 2015, contre 4,6% l'année précédente. Toutefois, la morosité d'ensemble des pays émergents a été quelque peu atténuée par le dynamisme de l'économie indienne, portée par la bonne tenue de l'investissement et le bas niveau des coûts de production du fait de la baisse des prix des matières premières. En Afrique subsaharienne, la croissance a décéléré pour s'établir à 3,4% en 2015, après 5,0% en 2014, sous l'effet de la baisse des prix des produits de base qui a pesé sur les grandes économies de la région, notamment l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigeria.

L'inflation globale a poursuivi sa tendance baissière au cours de l'année 2015, sous l'effet notamment du repli des prix du pétrole. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation est ressorti à 0,3% en 2015, contre 1,4% en 2014, en deçà des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il s'est établi en moyenne à 4,7% en 2015 après 5,4% en 2014.

Les cours des matières premières se sont, pour la plupart, orientés à la baisse, en raison d'une demande mondiale atone en relation avec le ralentissement de la croissance dans les pays émergents, en particulier la Chine, et de l'appréciation du dollar. Les indices calculés par le FMI indiquent, en moyenne annuelle, un repli des prix des produits énergétiques de 44,8%, de ceux des produits industriels de 19,5% et des produits alimentaires de 17,2%. La baisse la plus significative a été observée au niveau du pétrole avec un recul de 47,0% du cours moyen du pétrole Brent. Cette chute des cours est liée principalement à l'excès de l'offre de pétrole brut sur le marché du fait notamment de l'afflux du pétrole de schiste en provenance des Etats-Unis, dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale et de l'abandon du système de quotas régulateur de production par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

Sur les marchés des changes, la monnaie européenne s'est dépréciée face aux principales devises, notamment sur la deuxième partie de l'année 2015, en liaison avec le renforcement des mesures d'assouplissement de politique monétaire prises par la BCE et le début de normalisation de la politique monétaire de la Fed. Le cours de l'euro s'est établi à 1,0862 dollar à fin décembre 2015 contre 1,2098 dollar un an plus tôt, soit une variation de 11,4%. Le cours de la monnaie unique européenne a également reculé par rapport au yen japonais, au franc suisse, au yuan et à la livre sterling, respectivement, de 10,9%, 10,5%, 6,3% et 5,4%. Sur le marché ouest-africain, la monnaie des pays de la Zone UEMOA s'est valorisée par rapport au cedi ghanéen (+7,4%) et au naira nigérian (+2,7%). En revanche, le franc CFA a reculé face au dalasi gambien (-13,4%), au dollar libérien (-11,3%), au franc guinéen (-11,1%) et au leone sierraleonais (-6,3%).

Au plan sous-régional, l'activité économique au sein de l'Union est demeurée résiliente, en dépit de la morosité de la conjoncture internationale. Les dernières estimations établies à fin avril 2016 tablent sur une hausse du produit intérieur brut de l'Union, en volume, de 7,0% en 2015, après une progression de 6,5% en 2014. La croissance économique de l'UEMOA a été impulsée par l'augmentation de la production manufacturière, soutenue par l'accroissement de l'offre d'énergie, et le dynamisme de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » (BTP), consécutif à la poursuite des investissements publics et privés dans la plupart des Etats membres de l'Union. Elle a également résulté de la progression de la production agricole au cours de la campagne 2015/2016 et de l'essor de l'activité des services, en raison de la vulgarisation de nouveaux produits, notamment dans le domaine des télécommunications et du développement du mobile banking.

Au plan national, le pays a bénéficié d'un contexte plus favorable en 2015 avec la forte hausse des prix à l'exportation de la noix de cajou et l'accroissement de la production vivrière. En outre, des mesures importantes ont été prises pour enclencher le processus de normalisation de la production d'électricité, ce qui a favorisé l'activité industrielle. Le taux de croissance du PIB réel s'est situé à 5,8% en 2015 contre 2,3% en 2014, soutenu par les performances enregistrées dans tous les secteurs. Le secteur primaire a enregistré un net redressement avec une croissance de 4,1% en 2015 contre -5,6% en 2014, en liaison avec la hausse de la production vivrière après une baisse observée en 2014. L'activité du secteur secondaire a progressé de 8,1% en 2015 contre 4,7% en 2014, en raison de l'amélioration de l'offre d'électricité et de la hausse de la production céréalière qui a permis une croissance de 7,6% dans l'agro-industrie. Le secteur tertiaire a connu une croissance de 5,6% en 2015 contre 8,7% en 2014. Du côté de la demande, la croissance serait soutenue principalement par les exportations de noix de cajou, la consommation et l'investissement public dans une moindre mesure. L'inflation a été maîtrisée avec un taux moyen annuel de 1,5% en 2015 contre 0,9% en 2014. Les opérations financières de l'État en 2015 ont été soutenues par les effets positifs de la reprise des activités économiques et les réformes fiscales entreprises. Cependant, la hausse des dépenses a été plus forte que celle des ressources, ce qui a aggravé le déficit budgétaire qui est passé de 2,6% du PIB en 2014 à 3,4% du PIB en 2015.

Dans ce contexte, les échanges extérieurs ont été caractérisés par une amélioration du solde de la balance des transactions courantes, qui ressort à 12 386,1 millions en 2015 contre 3 119,9 millions en 2014, en rapport avec la forte hausse de la valeur des exportations. L'excédent du compte de capital s'est accru alors que le compte financier s'est détérioré, ce qui s'est traduit par une amélioration de la position extérieure nette de 35 801,0 millions en 2015 contre 76 247,4 millions un an plus tôt. Le tableau 1 présente les soldes des principales composantes de la balance des paiements.

**Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements**

(En millions de FCFA)

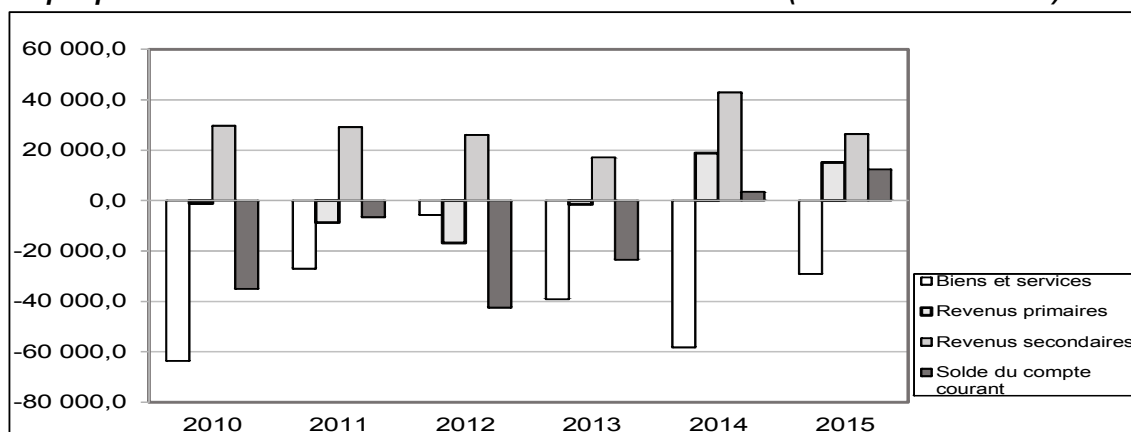
Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Compte des transactions courantes	-35 039,8	-6 630,0	-42 497,3	-25 941,5	3 119,9	12 386,1
Biens et services	-63 638,0	-27 025,4	-51 678,5	-39 090,7	-58 224,2	-29 139,6
Revenus primaires	-1 143,7	-8 733,6	-16 864,2	-3 963,2	18 459,1	15 124,3
Revenus secondaires	29 742,0	29 129,0	26 045,4	17 112,4	42 884,9	26 401,4
Compte de capital	485 427,5	26 958,0	15 863,0	15 822,1	27 395,9	35 382,1
Compte financier	436 093,5	-8 703,3	1 688,7	-15 871,6	-39 591,5	4 128,6
Erreurs et omissions nettes	-2 114,2	-2 261,7	-4 877,4	4 969,8	6 140,1	-7 838,5
Solde global	12 180,0	26 769,6	-33 200,4	10 722,0	76 247,4	35 801,0

Source : BCEAO

## I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes, regroupant celles des biens, des services, des revenus primaires et secondaires, présente un excédent pour la deuxième année consécutive du fait notamment du niveau élevé des prix à l'exportation de la noix de cajou. Le graphique 1 retrace ces évolutions.

**Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA)**



Source: BCEAO

En 2015, la balance des transactions courantes s'est fortement améliorée, affichant un excédent de 12.386,1 millions contre un excédent de 3.119,9 millions en 2014, en rapport avec l'amélioration de la balance commerciale. En revanche, le déficit de la balance des services s'est accentué et les

excédents des balances primaires et secondaires se sont réduits. Le tableau 2 présente l'évolution des principaux soldes des comptes de transactions courantes.

**Tableau 2 : Compte des transactions courantes**

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Biens et services	-63 638,0	-27 025,4	-51 678,5	-39 090,7	-58 224,17	-29 139,57
Biens	-34 643,7	-1 046,2	-25 732,0	-14 840,4	-23 828,6	26 801,1
Services	-28 994,3	-25 979,2	-25 946,5	-24 250,3	-34 395,6	-55 940,7
Revenus primaires	-1 143,7	-8 733,6	-16 864,2	-3 963,2	18 459,1	15 124,3
Revenus secondaires	29 742,0	29 129,0	26 045,4	17 112,4	42 884,9	26 401,4
Solde du compte courant	-35 039,8	-6 630,0	-42 497,3	-25 941,5	3 119,9	12 386,1
Solde du compte courant (hors dons)	-46 239,8	-22 412,0	-54 397,3	-28 341,5	719,9	6 786,1
PIB Nominal	419 169,0	521 647,0	516 990,1	527 869,8	539 773,1	600 927,1
<b>Solde courant (en pourcentage du PIB)</b>	<b>-8,4%</b>	<b>-1,3%</b>	<b>-8,2%</b>	<b>-4,9%</b>	<b>0,6%</b>	<b>2,1%</b>

Sources : BCEAO et INE

### 1.1- Balance commerciale de biens

La balance commerciale de biens a enregistré un excédent de 26.801,1 millions en 2015 contre un déficit de 23.828,6 millions en 2014, en rapport avec une hausse de la valeur des exportations plus importante que celle des importations, du fait de l'augmentation des prix à l'exportation de la noix de cajou et des volumes exportés.

**Tableau 3 : Compte de biens**

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations de biens	62 702,4	112 300,8	67 062,0	75 485,6	82 055,1	149 191,3
Importations de biens	97 346,1	113 347,0	92 794,0	90 326,0	105 883,8	122 390,2
<b>Balance commerciale de biens</b>	<b>-34 643,7</b>	<b>-1 046,2</b>	<b>-25 732,0</b>	<b>-14 840,4</b>	<b>-23 828,6</b>	<b>26 801,1</b>
<b>Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)</b>	<b>64,4%</b>	<b>99,1%</b>	<b>72,3%</b>	<b>83,6%</b>	<b>77,5%</b>	<b>121,9%</b>
<b>Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)</b>	<b>19,1%</b>	<b>21,7%</b>	<b>14,6%</b>	<b>14,5%</b>	<b>16,4%</b>	<b>23,0%</b>

Sources : Douanes et BCEAO

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations a augmenté, passant de 77,5% en 2014 à 121,9% en 2015.

#### 1.1.1- Exportations de biens

##### 1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

A la suite des ajustements apportés aux statistiques douanières, les exportations FOB de marchandises générales sont ressorties à 149.191,3 millions en 2015 contre 82.005,1 millions l'année précédente, soit une hausse de 81,8% après un accroissement de 8,0% en 2014. La hausse de la valeur des exportations s'explique principalement par l'accroissement de 28,6% du volume de

noix de cajou exporté dans un contexte marqué par une hausse des prix à l'exportation qui sont passés de 1.000\$/tonne en 2014 à 1.300\$/tonne en 2015. L'importante hausse du volume de noix de cajou exporté s'explique par les mesures prises par l'Etat pour limiter les exportations à travers les canaux non officiels. Il s'agit notamment du renforcement du contrôle des frontières et de la simplification des procédures d'exportation avec la création d'un guichet unique. La forte hausse des prix au producteur a également incité les agriculteurs à vendre leurs récoltes aux intervenants locaux. Par ailleurs, le pays a enregistré des exportations exceptionnelles de bois à hauteur de 11.767,2 millions de FCFA, en rapport avec la hausse d'activité dans ce secteur, soutenue par les licences accordées à des filiales d'entreprises chinoises. Les exportations des autres produits sont restées marginales.

**Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques**

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	62 702,4	112 300,8	67 062,0	75 485,6	81 165,7	149 191,3
<i>Dont réexportations</i>	3 127,2	1 838,0	446,0	127,0	0,0	0,0
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	889,4	0,0
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0,0
<b>Total exportations de biens</b>	<b>62 702,4</b>	<b>112 300,8</b>	<b>67 062,0</b>	<b>75 485,6</b>	<b>82 055,1</b>	<b>149 191,3</b>

Sources : Douanes et BCEAO

**Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits**

(En millions de FCFA)

Produits	2007	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Noix de cajou 1/	32 112,5	37 327,6	55 793,9	50 360,7	62 357,6	57 242,6	90 488,2
Bois	67,3	252,1	87,4	0,0	279,1	0	11 767,2
Autres	186,4	190,9	351,1	765,3	224,2	274	312,3
Reexportation	3 894,4	3 127,2	1 838,0	446,0	127,0	0	0,0
Total statistiques officielles	36 260,6	40 897,9	58 070,4	51 572,0	62 987,9	57 516,6	102 567,7
Ajustement de Valeur	3 665,4	5 587,0	28 425,0	10 025,0	2 608,0	11 855,2	42 853,3
Ajustement de Champ	10 748,0	-5 587,0	25 501,5	5 465,0	9 889,7	12 633,3	3 770,3
<b>Total</b>	<b>50 674,0</b>	<b>40 897,9</b>	<b>111 996,9</b>	<b>67 062,0</b>	<b>75 485,6</b>	<b>82 005,1</b>	<b>149 191,3</b>

Sources : Douanes et BCEAO

1/ les exportations de noix de cajou sont évaluées par la douane à un prix de référence fixé par l'Etat. Ce prix est différent du prix du marché, ce qui explique notamment les ajustements de valeurs réalisés dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements.

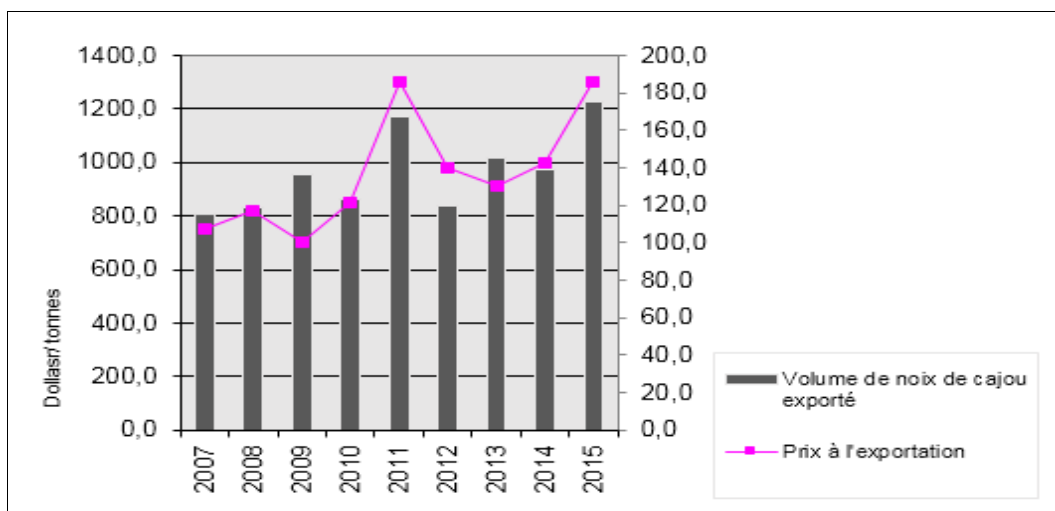
### 1.1.1.2- Composition des exportations de biens

L'analyse de la structure des exportations par produit montre que celles-ci restent dominées par la noix de cajou tant en volume qu'en valeur. En 2015, selon les statistiques officielles, les exportations de la noix de cajou ont représenté 81,6% de la valeur des exportations totales du pays. Cette situation traduit la forte concentration des exportations du pays, qui s'explique par la faible



diversification de la base productive, malgré le potentiel important du pays dans le domaine de la pêche et des mines. Le graphique présente l'évolution des volumes exportés et des prix à l'exportation de la noix de cajou.

**Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix de cajou**



Note : l'échelle de gauche correspond au prix à l'exportation en dollar/tonne et l'échelle de droite au volume exporté en tonne

Sources : Douanes, BCEAO

En 2015, le bois est devenu le deuxième produit exporté après la noix de cajou. Les autres produits exportés sont l'arachide, l'huile de palme et les produits halieutiques. Leurs poids respectifs demeurent assez faibles, ne dépassant pas 5,0%, selon les statistiques officielles.

### 1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Le continent asiatique demeure la principale destination des exportations de la Guinée-Bissau puisque la quasi-totalité de la noix de cajou brute est exportée en Inde. Le continent africain, principalement la zone UEMOA occupe la deuxième place, suivi du continent européen.

**Tableau 6 : Orientation géographique des exportations**

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2007	2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>EUROPE</b>	<b>3 368,6</b>	<b>1 795,6</b>	<b>2 144,5</b>	<b>1 559,1</b>	<b>317,9</b>	<b>77,0</b>	<b>921,0</b>	<b>212,0</b>
<b>UNION EUROPEENNE</b>								
<b>ZONE EURO</b>	<b>3 364,8</b>	<b>1 236,0</b>	<b>2 144,5</b>	<b>1 559,1</b>	<b>149,1</b>	<b>75,7</b>	<b>921,0</b>	<b>212,0</b>
France	84,8	199,9	836,1	619,9	1,3	1,9	0,0	0,0
Allemagne	0,0	22,3	3,3	0,9	0,0	0,0	0,0	6,7
Italie	1,3	34,6	6,8	4,0	0,0	0,7	0,0	0,0
Pays-Bas	38,6	29,2	194,9	26,1	45,0	29,0	52,9	150,7
Belgique	0,0	0,0	0,0	112,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	3 188,0	732,5	1 082,2	777,9	95,6	42,0	845,3	25,0
Espagne	52,2	217,4	21,3	18,0	7,2	2,2	22,8	29,5
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	<b>0,0</b>	<b>511,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Royaume-Uni	0,0	511,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	<b>3,9</b>	<b>48,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>168,9</b>	<b>1,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Suisse	0,3	9,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0
Russie	3,6	39,0	0,0	0,0	168,9	0,0	0,0	0,0
Turkie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>AFRIQUE</b>	<b>13 686,0</b>	<b>10 104,4</b>	<b>22 419,6</b>	<b>26 228,2</b>	<b>14 559,9</b>	<b>19 222,9</b>	<b>13 063,5</b>	<b>3 792,5</b>
<b>UEMOA</b>	<b>13 514,2</b>	<b>9 981,9</b>	<b>22 029,8</b>	<b>25 995,2</b>	<b>14 536,4</b>	<b>19 146,0</b>	<b>12 859,5</b>	<b>3 770,3</b>
Bénin	0,0	9,0	0,0	0,0	0,0	752,0	219,1	0,0
Burkina	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0
Côte d'Ivoire	54,5	3,4	0,0	615,2	272,4	2 146,2	0,0	0,0
Mali	8,0	0,0	5 571,4	7 077,0	7 037,8	6 275,7	8 896,2	0,0
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	13 448,4	9 966,0	16 458,4	18 303,0	3 595,4	3 653,3	3 740,2	3 770,3
Togo	3,3	3,5	0,0	0,0	3 630,8	6 318,8	0,0	0,0
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>168,2</b>	<b>122,5</b>	<b>355,7</b>	<b>207,9</b>	<b>21,0</b>	<b>5,6</b>	<b>204,0</b>	<b>4,3</b>
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ghana	0,0	0,0	0,0	38,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Cap - Vert	9,5	58,5	76,2	39,4	17,6	2,1	204,0	4,3
Gambie	8,9	15,3	8,0	1,2	3,4	0,6	0,0	0,0
Serra leoa	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0
R. Guinée	149,8	48,7	271,4	129,3	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>CEMAC</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>3,6</b>	<b>0,0</b>	<b>34,2</b>	<b>25,2</b>	<b>2,6</b>	<b>71,3</b>	<b>0,0</b>	<b>17,9</b>
Afrique du Sud	0,0	0,0	3,8	0,0	2,6	9,0	0,0	0,0
Maroc	0,0	0,0	6,0	19,1	0,0	5,0	0,0	17,9
Tunisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Egypte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mauritanie	3,6	0,0	24,4	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Angola	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	57,2	0,0	0,0
<b>AMERIQUE</b>	<b>59,7</b>	<b>34,5</b>	<b>107,6</b>	<b>956,0</b>	<b>595,6</b>	<b>53,6</b>	<b>9,6</b>	<b>0,0</b>
USA	10,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	85,1	941,5	595,0	53,46	9,59	0,00
Antigua	48,9	19,6	22,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Argentine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0
Cuba	0,0	12,6	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Panama	0,0	2,3	0,0	14,5	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>ASIE</b>	<b>33 559,7</b>	<b>44 693,4</b>	<b>36 999,0</b>	<b>83 322,5</b>	<b>50 539,7</b>	<b>55 248,9</b>	<b>67 171,6</b>	<b>144 286,6</b>
Chine	19,6	108,5	568,7	752,4	506,1	1 262,7	2 212,5	21 209,3
Japon	9,3	14,4	50,0	18,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Inde	32 058,6	43 320,1	35 841,4	74 526,9	46 049,0	39 634,8	49 266,8	76 346,2
Pakistan	726,3	0,0	4,9	97,6	148,2	0,0	0,0	0,0
Emirats arabes unis	0,0	15,8	0,0	0,0	137,7	1 656,9	5 764,2	16 373,0
Thaïlande	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Corea	0,0	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Liban	0,7	0,3	8,5	0,2	0,3	0,3	0,0	0,0
Singapour	745,3	1 224,5	524,8	7 575,2	3 665,4	7 190,9	6 944,1	21 586,2
Vietnam	0,0	0,0	0,0	351,6	32,9	5 503,3	2 983,9	8 771,9
Indonésie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres pays</b>	<b>627,1</b>	<b>750,0</b>	<b>1 031,7</b>	<b>235,0</b>	<b>1 048,8</b>	<b>883,3</b>	<b>889,4</b>	<b>900,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>51 301,1</b>	<b>57 377,9</b>	<b>62 702,4</b>	<b>112 300,8</b>	<b>67 062,0</b>	<b>75 485,6</b>	<b>82 055,1</b>	<b>149 191,1</b>

Sources : Douanes, BCEAO

En 2015, les ventes extérieures vers l'Europe sont en baisse par rapport l'année précédente. Ainsi, les exportations vers l'Europe sont ressorties à 212,0 millions contre 921,0 millions en 2014. Rapportées aux exportations totales du pays, ces ventes ont représenté une part moyenne de 0,1% en 2015 contre 1,1% en 2014. Les expéditions de biens vers l'Europe sont principalement constituées de produits de pêche, de noix de cajou traitée (une part est exportée vers le Portugal) et de bois. La baisse enregistrée entre 2014 et 2015, est induite par le recul des exportations de noix de cajou traitées vers le Portugal.

La part des exportations vers le reste du Continent africain, y compris les échanges informelles, ont enregistré une baisse, s'établissant à 3.792,3 en 2015 contre 13.063,5 en 2014. Elles ont été réalisées essentiellement avec les autres pays membres de l'UEMOA, particulièrement avec le Sénégal. La baisse des exportations de la Guinée-Bissau vers les autres pays de l'Union amorcée en 2012 s'est accentuée en 2015 avec le recul des ventes vers le Mali, comme l'indique le tableau 7.

**Tableau 7 : Evolution des exportations destinées vers les pays de l'UEMOA**

(En millions de F CFA)

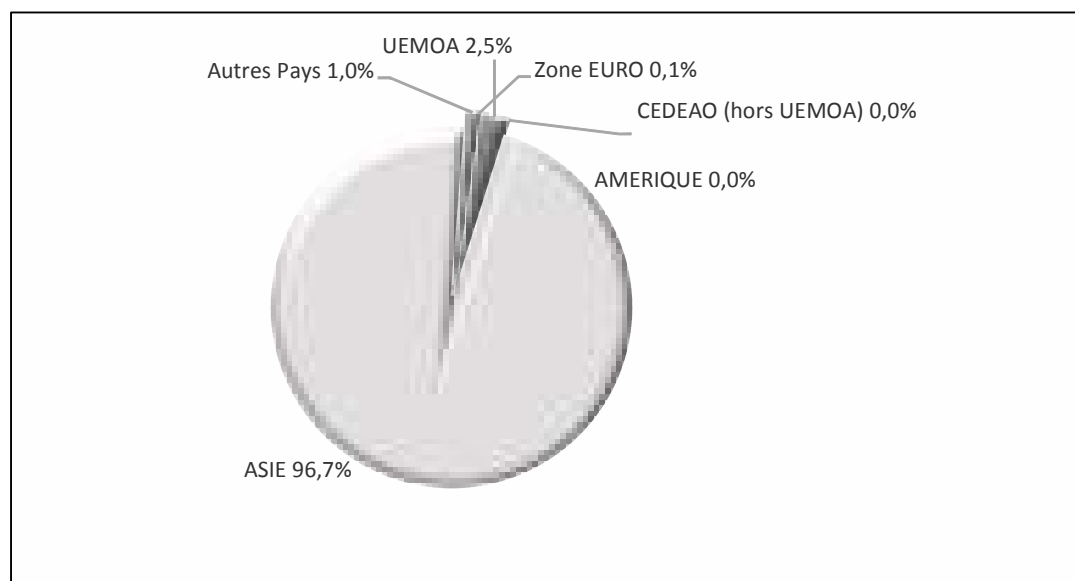
Pays	2007	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bénin	0,0	0,0	0,0	0,0	752,0	219,1	0,0
Burkina	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0
Côte d'Ivoire	54,5	0,0	615,2	272,4	2 146,2	0,0	0,0
Mali	8,0	5 571,4	7 077,0	7 037,8	6 275,7	8 896,2	0,0
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	13 448,4	16 458,4	18 303,0	3 595,4	3 653,3	3 740,2	3 770,3
Togo	3,3	0,0	0,0	3 630,8	6 318,8	0,0	0,0
<b>UEMOA</b>	<b>13 514,2</b>	<b>22 029,8</b>	<b>25 995,2</b>	<b>14 536,4</b>	<b>19 146,0</b>	<b>12 859,5</b>	<b>3 770,3</b>

Source : BCEAO

Les exportations vers le continent asiatique ont représenté 96,7% de la valeur des exportations en 2015, constituées d'une part, de la noix de cajou destinée principalement à l'Inde et au Singapour, et d'autre part, du bois exporté en Chine.

Au total, les exportations de la Guinée-Bissau en 2015, ont été principalement destinées à l'Asie (96,7%) et au Sénégal (2,5%).

### Graphique 3 : Orientation géographique des exportations en 2015



Sources: Douanes, BCEAO

#### 1.1.2- Importations de biens

##### 1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

Sur la base des données de la douane (avec ajustement), la valeur des importations (en FOB) a augmenté de 15,5% en 2015 après une augmentation de 17,2% 2014. Elle s'établit à 122.342,6 millions contre 105.883,7 millions en 2014. Cette évolution s'explique par la reprise de l'activité en 2015, qui s'est traduite par une hausse des acquisitions au niveau des principaux sous groupes de produits.

**Tableau 8 : Evolution des importations de biens par rubriques**

*(En millions de FCFA)*

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales (statistiques douanières)	79 758,8	86 686,0	66 187,1	63 065,9	88 057,3	94 379,0
Ajustement	33 434,3	45 112,8	41 712,9	41 964,5	40 442,4	54 095,0
Total Importations CAF	113 193,2	131 798,8	107 900,0	105 030,4	128 499,7	148 474,0
<b>TOTAL IMPORTATIONS DE BIENS (FOB)</b>	<b>97 346,1</b>	<b>113 347,0</b>	<b>92 794,0</b>	<b>90 326,1</b>	<b>105 883,7</b>	<b>122 342,6</b>

Source : BCEAO

##### 1.1.2.2- Composition des importations de biens

La structure des importations en 2015 est composée dans l'ordre, des biens alimentaires (32,8%), des produits énergétiques (20,9%), des biens d'équipements (16,7%), des biens intermédiaires et de matières premières (13,6%), d'autres biens de consommation courante (6,2%) et des autres biens divers (9,8%).

**Tableau 9 : Importations de biens***(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produits alimentaires	31 395,3	39 470,2	37 422,8	35 949,3	46 031,1	48 738,2
Autres biens de consommation courante	8 255,8	9 819,3	8 077,5	8 377,8	7 807,6	9 177,0
Produits énergétiques	24 534,9	26 080,6	19 339,1	22 504,4	23 195,3	31 042,5
Matières premières et biens intermédiaires	10 348,8	13 453,5	11 507,3	12 324,4	16 889,3	20 252,0
Biens d'équipement	30 465	33 816	25 260	19 770,4	20 260,8	24 785,2
Produits divers	8 193,3	9 159,1	6 293,1	6 104,0	14 315,7	14 479,1
<b>Total importations de biens CAF</b>	<b>113 193,2</b>	<b>131 798,8</b>	<b>107 900,0</b>	<b>105 030,4</b>	<b>128 499,7</b>	<b>148 474,0</b>
<b>Total importations de biens FOB</b>	<b>97 346,1</b>	113 347,0	92 794,0	<b>90 326,1</b>	<b>105 883,75</b>	<b>122 342,6</b>

Source : BCEAO

Les importations de produits alimentaires ont enregistré une hausse de 5,9%. Les importations de produits céréaliers, constitués essentiellement du riz et du blé, représentent le premier poste des produits alimentaires. En 2015, la valeur des importations de riz a augmenté de 11,1%, en rapport avec la vigueur de la demande intérieure, induite notamment par la hausse des revenus des producteurs de noix de cajou. En effet, le volume des importations de riz a atteint 83.099,9 tonnes en 2015 contre 74.859 tonnes en 2014. La valeur des importations de blé a pour sa part enregistré une baisse de 31,5%, en rapport avec l'importance des stocks constitués en 2014. Les importations de sucre ont augmenté de 9,4%.

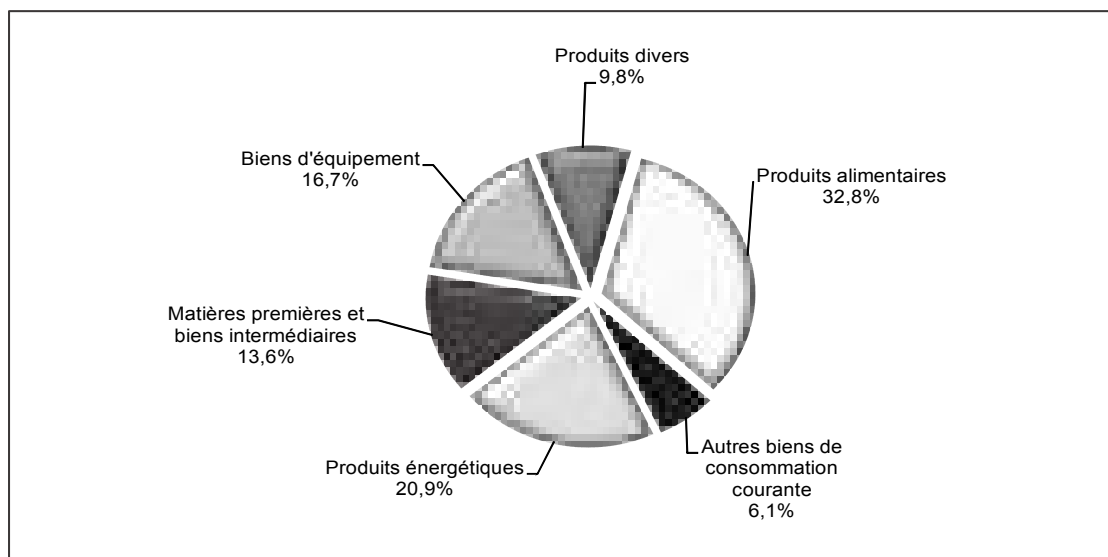
Les achats à l'étranger de produits énergétiques se sont régulièrement inscrits en hausse entre 2000 et 2011, et le rythme de croissance s'est fortement accéléré à partir de 2005. Le Portugal et le Sénégal ont constitué les principaux fournisseurs du pays en produits énergétiques. En 2015, la facture pétrolière a progressé de 29,5%, en rapport avec la vigueur de la demande intérieure, favorisée par la hausse d'activité dans le secteur de commercialisation de la noix de cajou qui a induit une demande supplémentaire en carburant pour le transport de la noix de cajou des zones de production au port de Bissau. La forte hausse de la production d'électricité a aussi soutenu les importations de produits énergétiques.

Les acquisitions de biens intermédiaires, composées en grande partie de matériaux de construction, ont augmenté de 19,9%, en rapport avec la reprise d'activité dans le secteur des Bâtiments et Travaux publics soutenue par la hausse des investissements publics.

Les acquisitions de biens d'équipement ont enregistré une hausse de 17,4%, en rapport avec la hausse de l'investissement public et privé. Ces biens sont importés du Portugal, du Sénégal, d'Espagne, de Chine et d'Allemagne.

Les importations de produits divers ont enregistré une hausse de 1,4%, soutenue par les achats d'autres articles d'ameublement, d'instruments et d'appareils médicaux et de matériels électriques.

**Graphique 4 : Composition des importations de biens**

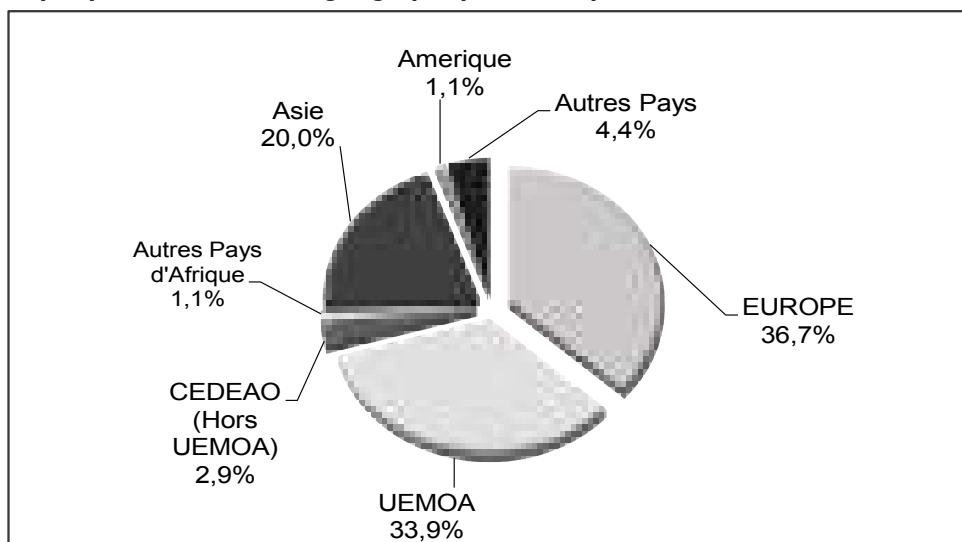


Source : BCEAO

### 1.1.2.3- Orientation géographique des importations

Le graphique 5 présente la ventilation géographique des importations de marchandises au cours de l'année 2015.

**Graphique 5 : Orientation géographique des importations**



Source : BCEAO

En 2015, le continent africain est le premier fournisseur de la Guinée-Bissau, soutenu par la vigueur des échanges avec le Sénégal qui est le premier fournisseur de la Guinée-Bissau. Les biens acquis sur le continent africain sont dominés par les produits alimentaires et le pétrole raffiné. La part moyenne des importations en provenance de l'Afrique dans les importations totales du pays s'est

située à 37,8% en 2015 contre 44,9% en 2014. Ce recul s'explique par la baisse de 6,2% des importations en provenance du Sénégal.

**Tableau 10 : Evolution des Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA**

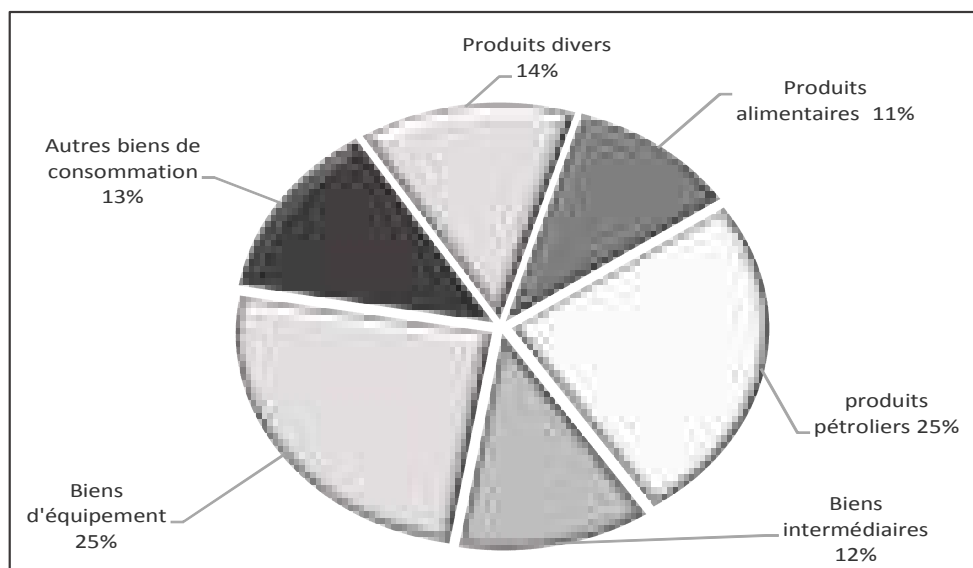
(En millions de FCFA)

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bénin	1 003,1	1 106,0	316,9	85,4	103,5	10,9
Burkina	606,8	185,2	13,3	24,4	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	1 499,4	557,3	389,5	221,3	443,0	459,0
Mali	2 041,6	9 855,3	651,4	372,2	224,5	124,3
Niger	275,5	268,3	0,0	0,0	0	0
Sénégal	32 643,9	30 648,0	37 100,2	46 879,2	52 861,0	48 159,7
Togo	1 870,4	595,5	400,4	56,6	26,4	1 277,5
<b>UEMOA</b>	<b>39 940,7</b>	<b>43 215,6</b>	<b>38 871,7</b>	<b>47 639,1</b>	<b>53 658,4</b>	<b>50 031,4</b>

Source : BCEAO

Les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA seraient constituées principalement de produits alimentaires (10,7%), de biens intermédiaires (12,0%), de produits pétroliers (25,2%) et de biens équipements (25,0%). En 2015, les importations de produits alimentaires ont concerné principalement les produits laitiers, le riz et le blé. Les biens intermédiaires importés portent principalement sur les matériaux de construction, notamment le ciment.

**Graphique 6 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union**



Source : BCEAO

L'Europe, principalement, la zone Euro est le second fournisseur de la Guinée-Bissau. Sa part dans les importations totales s'est relevée à 36,7% en 2015 contre 34,4% en 2014. Les importations du pays en provenance de cette région sont effectuées principalement au Portugal qui est le second pays fournisseur de la Guinée-Bissau avec une part dans les importations totales du pays estimée à 23,2%. Les importations en provenance de la Zone Euro sont constituées, pour la plupart, de produits pétroliers (Huiles de pétrole, gas-oil, essences, Gaz), de produits alimentaires (blé et boissons essentiellement), et de biens d'équipements (matériaux de transport, machines et appareils mécaniques et électriques).

Les acquisitions de biens en provenance du continent asiatique sont soutenues par les importations de riz en provenance du Pakistan et les achats de biens d'équipements et intermédiaires en provenance de la Chine, des Émirats Arabes Unis et de l'Inde. Ces acquisitions ont représenté 15,0% des importations totales en 2015 contre 15,3% en 2014.

Les achats en provenance du continent américain ont représenté 1,1% du total des importations en 2015 contre 0,9% en 2014. L'accroissement de la part des importations en provenance de ce continent s'explique par la légère augmentation des achats de cigarettes, de viande et de riz en provenance des États-Unis. Le Brésil demeure tout de même le premier partenaire du pays au niveau du continent américain, avec une part dans les importations totales du pays estimée à 0,8% en 2015.



**Tableau 11 : Ventilation géographique des importations de marchandises**

(En millions de FCFA)

	2011		2012		2013		2014,0		2015	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>EUROPE</b>	<b>63 118,1</b>	<b>46,5%</b>	<b>46 365,5</b>	<b>43,0%</b>	<b>35 442,3</b>	<b>33,7%</b>	<b>44 185,1</b>	<b>34,4%</b>	<b>54 490,9</b>	<b>36,7%</b>
<b>U. EUROPÉENNE (ZONE EURO)</b>	<b>62 569,0</b>	<b>46,1%</b>	<b>45 796,6</b>	<b>42,4%</b>	<b>34 564,9</b>	<b>32,9%</b>	<b>43 003,5</b>	<b>33,5%</b>	<b>51 813,4</b>	<b>34,9%</b>
Belgique	724,8	0,5%	230,5	0,2%	139,8	0,1%	8,0	0,0%	577,7	0,4%
France	6 816,1	5,0%	3 548,1	3,3%	701,4	0,7%	1 615,5	1,3%	1 343,4	0,9%
Allemagne	1 614,6	1,2%	250,2	0,2%	581,5	0,6%	500,6	0,4%	652,8	0,4%
Italie	1 341,4	1,0%	602,8	0,6%	741,4	0,7%	3 623,7	2,8%	4 765,1	3,2%
Pays-Bas	4 773,9	3,5%	3 601,1	3,3%	3 668,9	3,5%	4 680,2	3,6%	5 068,9	3,4%
Portugal	43 431,3	32,0%	35 573,9	33,0%	26 771,8	25,5%	27 570,0	21,5%	34 479,0	23,2%
Espagne	3 866,9	2,8%	1 990,0	1,8%	1 960,0	1,9%	5 005,4	3,9%	4 926,5	3,3%
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	<b>94,2</b>	<b>0,1%</b>	<b>57,6</b>	<b>0,1%</b>	<b>52,8</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>160,3</b>	<b>0,1%</b>
Royaume-Uni	94,2	0,1%	57,6	0,1%	52,8	0,1%	0,0	0,0%	160,3	0,1%
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	<b>454,9</b>	<b>0,3%</b>	<b>511,3</b>	<b>0,5%</b>	<b>824,6</b>	<b>0,8%</b>	<b>1 181,6</b>	<b>0,9%</b>	<b>2 517,2</b>	<b>1,7%</b>
Suisse	118,9	0,1%	23,1	0,0%	87,4	0,1%	63,8	0,0%	144,6	0,1%
Turkie	306,6	0,2%	488,1	0,5%	737,2	0,7%	1 117,9	0,9%	2 372,6	1,6%
Russie	29,4	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Suède			0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1 601,3	1,1%
<b>AFRIQUE</b>	<b>45 509,6</b>	<b>33,5%</b>	<b>41 521,7</b>	<b>38,5%</b>	<b>51 205,0</b>	<b>48,8%</b>	<b>57 671,9</b>	<b>44,9%</b>	<b>56 142,6</b>	<b>37,8%</b>
<b>UEMOA</b>	<b>43 215,6</b>	<b>31,8%</b>	<b>38 871,7</b>	<b>36,0%</b>	<b>47 639,1</b>	<b>45,4%</b>	<b>53 658,4</b>	<b>41,8%</b>	<b>50 331,4</b>	<b>33,9%</b>
Bénin	1 106,0	0,8%	316,9	0,3%	85,4	0,1%	103,5	0,1%	10,9	0,0%
Burkina	185,2	0,1%	13,3	0,0%	24,4	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Côte d'Ivoire	557,3	0,4%	389,5	0,4%	221,3	0,2%	443,0	0,3%	459,0	0,3%
Mali	9 855,3	7,3%	651,4	0,6%	372,2	0,4%	224,5	0,2%	424,3	0,3%
Niger	268,3	0,2%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Sénégal	30 648,0	22,6%	37 100,2	34,4%	46 879,2	44,6%	52 861,0	41,2%	48 159,7	32,4%
Togo	595,5	0,4%	400,4	0,4%	56,6	0,1%	26,4	0,0%	1 277,5	0,9%
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>1 440,7</b>	<b>1,1%</b>	<b>1 431,5</b>	<b>1,3%</b>	<b>2 388,8</b>	<b>2,3%</b>	<b>3 165,8</b>	<b>2,5%</b>	<b>4 242,4</b>	<b>2,9%</b>
Cap - Vert	251,0	0,2%	234,1	0,2%	388,2	0,4%	961,6	0,7%	13,5	0,0%
Gambie	868,4	0,6%	1 021,4	0,9%	1 404,6	1,3%	2 046,5	1,6%	4 098,9	2,8%
Ghana	0,0	0,0%	31,5	0,0%	11,0	0,0%	46,8	0,0%	89,5	0,1%
R. Guinée	321,3	0,2%	139,6	0,1%	65,1	0,1%	110,8	0,1%	40,5	0,0%
Nigéria	0,0	0,0%	4,9	0,0%	519,9	0,5%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
<b>CEMAC</b>	<b>4,1</b>	<b>0,0%</b>	<b>48,4</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>
Cameroun	0,0	0,0%	48,4	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Gabon	4,1	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>849,1</b>	<b>0,6%</b>	<b>1 170,1</b>	<b>1,1%</b>	<b>1 177,1</b>	<b>1,1%</b>	<b>847,7</b>	<b>0,7%</b>	<b>1 568,8</b>	<b>1,1%</b>
Algérie	90,6	0,1%	290,5	0,3%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Angola	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Libye	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	8,4	0,0%	9,4	0,0%
Mauritanie	50,9	0,0%	57,4	0,1%	32,0	0,0%	18,0	0,0%	8,1	0,0%
Maroc	502,0	0,4%	315,2	0,3%	996,3	0,9%	719,5	0,6%	1 154,0	0,8%
Afrique du Sud	174,7	0,1%	496,1	0,5%	57,7	0,1%	43,7	0,0%	311,7	0,2%
Tunisie	20,0	0,0%	10,8	0,0%	4,1	0,0%	0,0	0,0%	54,9	0,0%
Egypte	11,0	0,0%	0,0	0,0%	87,1	0,1%	58,1	0,0%	30,7	0,0%
<b>AMERIQUE</b>	<b>4 794,0</b>	<b>3,5%</b>	<b>1 779,0</b>	<b>1,6%</b>	<b>1 803,9</b>	<b>1,7%</b>	<b>1 096,2</b>	<b>0,9%</b>	<b>1 626,3</b>	<b>1,1%</b>
Antigua	303,8	0,2%	0,0	0,0%	15,6	0,0%	14,8	0,0%	10,0	0,0%
Argentine	18,8	0,0%	3,8	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	5,7	0,0%
Brésil	3 457,9	2,5%	1 426,9	1,3%	1 101,0	1,0%	992,0	0,8%	1 127,8	0,8%
Canada	10,8	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4,1	0,0%
Cuba	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Panama	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	30,3	0,0%	300,0	0,2%
Etats-Unis	1 002,7	0,7%	348,2	0,3%	687,3	0,7%	59,0	0,0%	178,7	0,1%
<b>ASIE</b>	<b>18 980,0</b>	<b>14,0%</b>	<b>15 066,8</b>	<b>14,0%</b>	<b>12 814,9</b>	<b>12,2%</b>	<b>19 591,6</b>	<b>15,3%</b>	<b>29 742,2</b>	<b>20,0%</b>
Chine	1 781,0	1,3%	1 895,6	1,8%	872,8	0,8%	2 264,2	1,8%	6 427,2	4,3%
Inde	764,0	0,6%	3 698,3	3,4%	3 871,8	3,7%	7 133,0	5,6%	5 871,8	4,0%
Japon	3 887,9	2,9%	657,8	0,6%	226,1	0,2%	46,7	0,0%	46,5	0,0%
Corea	29,3	0,0%	17,4	0,0%	32,3	0,0%	0,0	0,0%	71,2	0,0%
Liban	125,7	0,1%	102,7	0,1%	148,8	0,1%	73,4	0,1%	208,6	0,1%
Malasie	265,4	0,2%	77,9	0,1%	835,8	0,8%	861,6	0,7%	1 093,2	0,7%
Pakistan	1 854,3	1,4%	5 825,6	5,4%	5 197,4	4,9%	6 400,1	5,0%	10 826,0	7,3%
Singapour	540,5	0,4%	235,9	0,2%	410,4	0,4%	896,4	0,7%	1 322,2	0,9%
Vietnam	6 379,5	4,7%	168,7	0,2%	464,5	0,4%	791,7	0,6%	560,6	0,4%
Thaïlande	1 311,5	1,0%	59,7	0,1%	70,2	0,1%	634,9	0,5%	1 496,6	1,0%
Emirats Arabes Unis	2 040,9	1,5%	1 830,2	1,7%	470,4	0,4%	331,1	0,3%	1 108,8	0,7%
Indonésie	0,0	0,0%	497,0	0,5%	214,4	0,2%	158,3	0,1%	709,4	0,5%
Timor Oriental			0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	11,8	0,0%
<b>AUTRES PAYS</b>	<b>3 365,8</b>	<b>2,5%</b>	<b>3 167,1</b>	<b>2,9%</b>	<b>3 764,2</b>	<b>3,6%</b>	<b>5 905,0</b>	<b>4,6%</b>	<b>6 472,0</b>	<b>4,4%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>135 767,5</b>	<b>100,0%</b>	<b>107 900,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>105 030,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>128 449,7</b>	<b>100,0%</b>	<b>148 474,0</b>	<b>100,0%</b>
<b>EUROPE</b>	<b>63 118,1</b>	<b>46,5%</b>	<b>46 365,5</b>	<b>43,0%</b>	<b>35 442,3</b>	<b>33,7%</b>	<b>44 185,1</b>	<b>34,4%</b>	<b>54 490,9</b>	<b>36,7%</b>
<b>AFRIQUE</b>	<b>45 509,6</b>	<b>33,5%</b>	<b>41 521,7</b>	<b>38,5%</b>	<b>51 205,0</b>	<b>48,8%</b>	<b>57 671,9</b>	<b>44,9%</b>	<b>56 142,6</b>	<b>37,8%</b>
<b>AMERIQUE</b>	<b>4 794,0</b>	<b>3,5%</b>	<b>1 779,0</b>	<b>1,6%</b>	<b>1 803,9</b>	<b>1,7%</b>	<b>1 096,2</b>	<b>0,9%</b>	<b>1 626,3</b>	<b>1,1%</b>
<b>ASIE</b>	<b>18 980,0</b>	<b>14,0%</b>	<b>15 066,8</b>	<b>14,0%</b>	<b>12 814,9</b>	<b>12,2%</b>	<b>19 591,6</b>	<b>15,3%</b>	<b>29 742,2</b>	<b>20,0%</b>
<b>AUTRES PAYS</b>	<b>3 365,8</b>	<b>2,5%</b>	<b>3 167,1</b>	<b>2,9%</b>	<b>3 764,2</b>	<b>3,6%</b>	<b>5 905,0</b>	<b>4,6%</b>	<b>6 472,0</b>	<b>4,4%</b>

Sources : Douanes, BCEAO

## 1.2- Balance de services

En 2015, le solde déficitaire de la balance des services, s'est établi à 55.940,7 millions contre 34.395,6 millions l'année précédente, affichant ainsi une détérioration, qui résulte d'une hausse des importations de services et d'un léger recul des exportations. Cette situation s'est traduite par une accentuation du déficit des postes « transports » et « voyages » et une forte détérioration du compte des « autres services ».

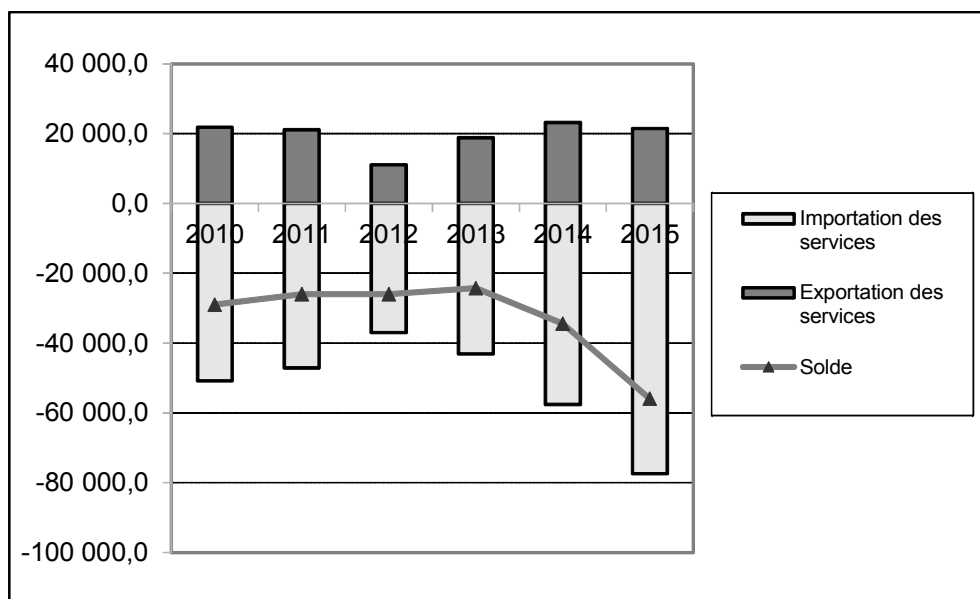
**Tableau 12 : Evolution de la balance des services**

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Transport	-13 685,2	-19 042,0	-17 063,3	-14 902,6	-19 018,6	-24 568,7
<i>Dont fret</i>	-13 581,2	-15 754,0	-14 806,9	-12 804,7	-18 686,9	-24 350,0
Voyage	-8 006,1	-8 249,0	-6 728,8	-4 833,9	-16 041,4	-21 031,3
<b>Autres services</b>	<b>-7 303,0</b>	<b>1 311,8</b>	<b>-2 154,4</b>	<b>-4 513,8</b>	<b>664,4</b>	<b>-10 340,7</b>
<b>Total services nets</b>	<b>-28 994,3</b>	<b>-25 979,2</b>	<b>-25 946,5</b>	<b>-24 250,3</b>	<b>-34 395,6</b>	<b>-55 940,7</b>

Source : BCEAO

**Graphique 7 : Évolution de la balance des services (en millions de FCFA)**



Source : BCEAO

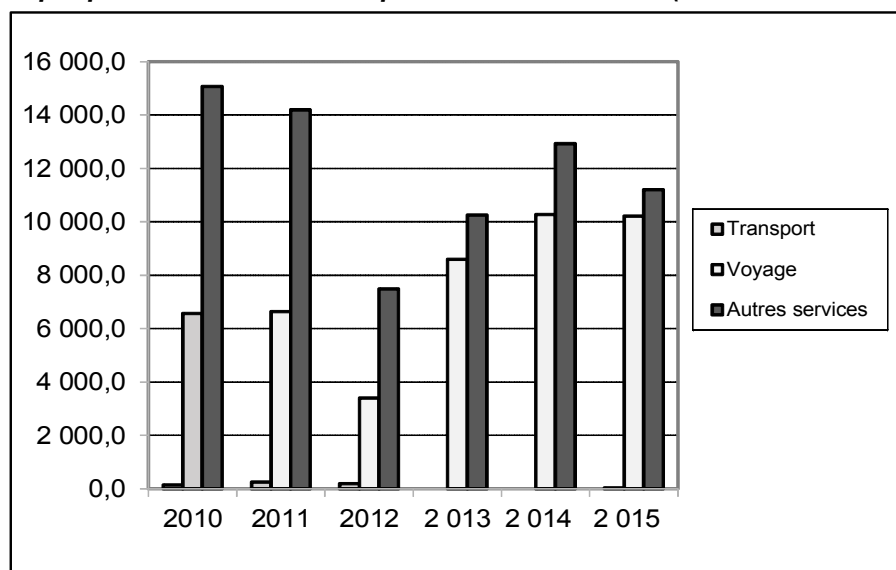
### 1.2.1- Exportations de services

Les exportations de services ont enregistré une forte hausse à partir de 2008, particulièrement au niveau du poste « voyage », en rapport avec une meilleure prise en compte des recettes touristiques. Les autres services ont aussi enregistré une importante hausse à partir de 2009, en rapport avec la progression des services financiers et de télécommunications, à la faveur du développement enregistré dans le secteur de la téléphonie mobile et l'installation de nouvelles banques en

Guinée-Bissau.

En 2015, les exportations des services ont connu un recul de 7,5% après une forte hausse enregistrée en 2014. Elles se sont situées à 21.451,9 millions en 2015 contre 23.199,6 millions en 2014. Le poste « voyage » a affiché une relative stabilité, se situant à 10.214,6 millions en 2015 contre 10.272,1 millions en 2014. Les exportations au titre des « autres services » ont régressé, passant de 12.927,5 millions en 2013 à 11.201,58 millions en 2015 en rapport avec une baisse des recettes enregistrées au titre des exportations de services de télécommunication. Le poste « transport » reste marginal.

**Graphique 8 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA)**



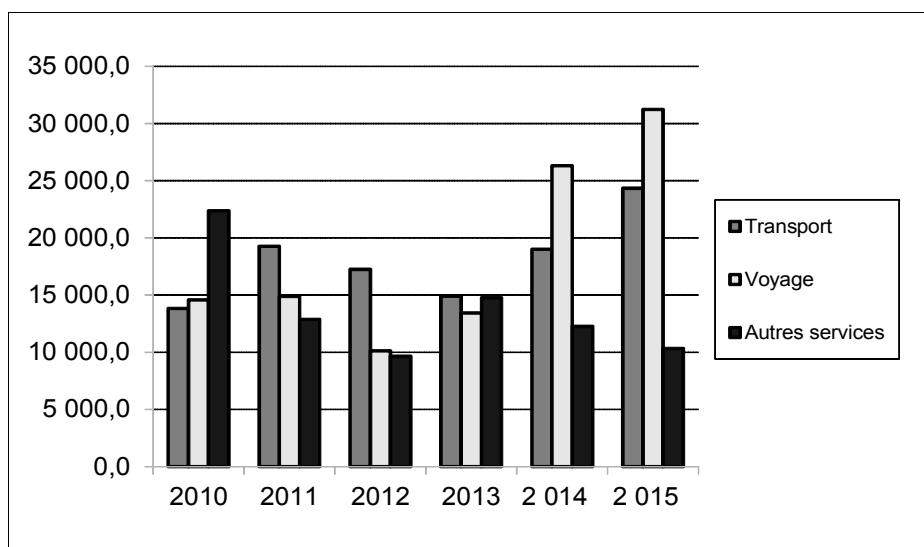
Source : BCEAO

### 1.2.2- Importations de services

Les importations de services ont enregistré une forte hausse à partir de 2008, particulièrement au niveau du poste « voyage ». Les autres services ont également enregistré une importante hausse à partir de 2009, en rapport avec la progression des services (services juridiques, services de comptabilité, conseil aux entreprises, services de publicité, études de marchés ...) supportés par les entreprises notamment celles opérant dans les secteurs des télécommunications et financiers.

En 2015, les importations de services se sont situées à 77.392,6 millions contre 57.595,2 millions en 2014. Le poste « Transport » a progressé de 5.585,8 millions, en rapport avec la hausse du Fret, induite par l'accroissement des importations. Le poste « Voyage » s'est accru de 4.932,4 millions se situant à 31.245,9 millions en 2015, soutenu par les dépenses de voyage des travailleurs saisonniers. S'agissant des importations d'autres services, elles ont augmenté de 9.279,3 millions après une baisse 2.000,9 millions en 2015, en rapport avec une hausse des importations de services de télécommunication, des services spécialisés, des services de conseil en gestion et des services d'informatiques.

**Graphique 9: Structure des importations de services (en millions de FCFA)**



Source : BCEAO

### 1.3- Compte des revenus primaires

La balance des revenus primaires est constituée de la rémunération des salariés, des revenus des investissements et des autres revenus primaires. L'excédent du compte s'est réduit, en rapport avec la détérioration du compte des revenus des investissements du fait de la hausse des versements de bénéfices et dividendes aux investisseurs non résidents notamment par les entreprises exportatrices de noix de cajou et de services de télécommunication. Le solde des revenus du travail est ressorti à 8.172,8 millions contre 8.458,1 millions l'année précédente<sup>1</sup>. Le solde des autres revenus primaires affiche un excédent de 12.987,8 millions correspondant aux licences de pêche et à la compensation financière reçue de l'Union européenne au titre des accords de pêche avec l'UE.

**Tableau 13 : Revenus primaires**

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Rémunérations des salariés	-76,7	861,5	-244,0	-1 810,3	-309,0	8 458,1	8 172,8
Revenus des investissements	-4 666,2	-2 005,2	-8 489,6	-15 021,9	-3 654,2	-2 530,0	-6 036,3
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-4 772,0	-500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	-32,0	0,0	12 531,0	12 987,8
<b>Revenu primaire net</b>	<b>-4 742,8</b>	<b>-1 143,7</b>	<b>-8 733,6</b>	<b>-16 864,2</b>	<b>-3 963,2</b>	<b>18 459,1</b>	<b>15 124,3</b>

Source : BCEAO

<sup>1</sup>Le solde du compte des rémunérations des salariés est ressorti excédentaire à partir de 2014 avec la prise en compte la prise en compte à partir de cette années des revenus des travailleurs saisonniers.

### Encadré 1 : Compensation financière et licences de pêche

La Guinée Bissau a conclu des accords de partenariat avec l'Union Européenne dans le secteur de la pêche. L'actuel accord est entré en vigueur depuis le 16 juin 2007 et tacitement reconduit pour des périodes de 4 ans. Il autorise les navires de l'UE venant principalement d'Espagne, du Portugal, d'Italie, de Grèce et de France à pêcher dans les eaux de la Guinée-Bissau, qui reçoit en contrepartie une compensation financière annuelle de €9,2 millions, dont €3 millions pour appuyer la politique de pêche. Le protocole actuel avec la Guinée-Bissau a été négocié entre les parties et paraphé en février 2012. En raison du coup d'État militaire du 12 avril 2012, l'adoption du protocole a été suspendue. Le 16 octobre 2014, l'ordre constitutionnel ayant été restauré en Guinée-Bissau, l'Union Européenne a adopté la décision relative à la signature et à l'application provisoire du protocole. En outre, les propriétaires de navires étrangers paient des droits de licence pour pêcher dans les eaux de la Guinée-Bissau. Ainsi, le pays a reçu en 2015, 6.034,8 millions au titre de la compensation financière et 4.086,7 millions au titre des licences contre 4.494,2 millions en 2014.

#### 1.4- Compte des revenus secondaires

L'excédent du compte de revenu secondaire a affiché en ressortant à 26.401,4 millions en 2015 contre 42.884,9 millions en 2014, en raison d'un repli de 72,3% des transferts courants publics.

Tableau 14 : Revenus secondaires

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Administration publique	14 205,0	17 314,0	11 911,0	1 861,7	23 631,6	6 534,9
Autres secteurs	15 536,9	11 815,0	14 134,4	15 250,8	19 253,4	19 866,5
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>12 130,5</i>	<i>10 697,0</i>	<i>12 363,0</i>	<i>12 363,0</i>	<i>19 177,6</i>	<i>19 356,9</i>
<b>Revenu secondaire net</b>	<b>29 742,0</b>	<b>29 129,0</b>	<b>26 045,4</b>	<b>17 112,4</b>	<b>42 884,9</b>	<b>26 401,4</b>

Source : BCEAO

Les transferts courants publics nets sont ressortis en 2015 à 6.534,9 millions contre 23.631,6 millions en 2014, en rapport avec la forte baisse des appuis budgétaires. Le solde des transferts privés<sup>2</sup> nets affiche une relative stabilité. En effet, les transferts reçus en 2015 se sont situés à 34.447,96 millions contre 30.438,6 en 2014 millions, soit une hausse de 13,2%. S'agissant des transferts émis, ils se sont situés à 15.091,0 millions en 2015 contre 11.261,0 millions en 2014, soit une hausse de 34,0%. Les transferts reçus proviennent principalement des pays européens, particulièrement du Portugal, de la France, de l'Allemagne, des autres pays de l'UEMOA, notamment

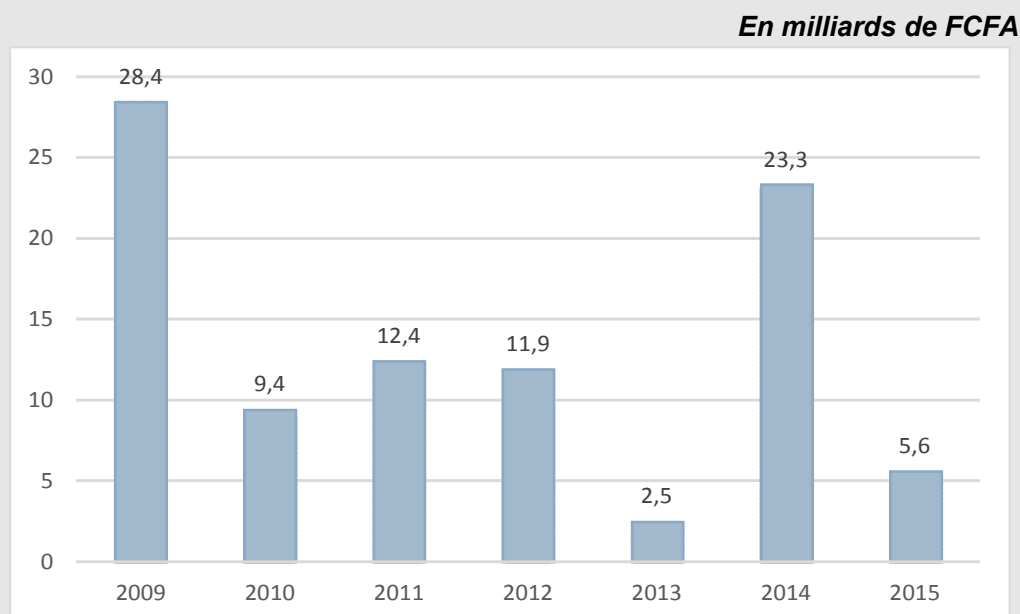
<sup>2</sup>Une enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants a été réalisée en 2011 et les résultats de cette enquête ont permis une meilleure prise en compte de ces flux, dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements. En 2014, les données sur ces flux ont été collectées auprès des banques de la place et de la seule société financière qui réalise ces opérations en Guinée-Bissau (SOFIB). En dehors de ces circuits officiels, les ménages passent également par des canaux informels pour réaliser des transferts ou recevoir des fonds. Ces flux sont pris en compte dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, en utilisant les résultats issus de l'enquête réalisée en 2011.

du Sénégal, et du Brésil. Les transferts émis sont destinés principalement au Portugal, au Sénégal et au Brésil.

#### **Encadré 2 : Evolution des appuis budgétaires mobilisés entre 2009-2015**

L'évolution des appuis budgétaires reçus par la Guinée-Bissau a été très volatile. En 2009, les appuis budgétaires ont atteint un montant record de 28,5 milliards de FCFA, sous l'impulsion des ressources reçues du FED (13,7 milliards), avant d'enregistrer une forte baisse en 2010 pour se fixer à 9,4 milliards de FCFA. En 2011, ces ressources se sont situées à 12,4 milliards, en hausse de 31,9% par rapport à 2010. Suite aux événements intervenus le 12 avril 2012 avec la suspension des relations avec l'UE, la BM, le FMI et la BAD, les appuis budgétaires sont inscrits à la baisse. En 2012, la baisse a été relativement faible du fait des appuis exceptionnels reçus des institutions communautaires sous régionales (CEDEAO, UEMOA). En revanche, le recul des appuis budgétaires s'est accentué en 2013 avec 2,5 milliards enregistrés contre 11,9 milliards un an plus tôt. La restauration de la normalité constitutionnelle en 2014 a favorisé la mobilisation des ressources extérieures et les appuis budgétaires ont atteint 23,3 milliards dont 9,0 milliards pour l'organisation des scrutins électoraux. Les appuis budgétaires (hors élections) reçus proviennent principalement de la BM (4.600 millions, de l'UE (6.559,6 millions) et de Timor (3.000 millions). La crise institutionnelle observée à partir du mois d'août 2015 et la suspension du programme conclu avec le FMI se sont traduites par une forte baisse des appuis budgétaires.

#### **Évolution des appuis budgétaires mobilisés par la Guinée-Bissau**



Sources : Ministère des Finances

## II- COMPTE DE CAPITAL

### 2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Ce compte enregistre les transactions relatives aux acquisitions et cessions d'actifs corporels (terre, ressources du sous-sol, etc...) qui sont utiles ou indispensables à la production de biens et services et des actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc...). A l'instar de l'année précédente, aucune transaction importante n'a été enregistrée sur ce poste en 2014.

### 2.2- Transferts de capital

L'excédent du solde du compte de capital a enregistré une hausse, s'établissant à 35.382,1 millions de FCFA en 2015 contre 27.395,9 millions de FCFA l'année précédente, en rapport avec la progression des transferts destinés au financement des projets publics. En effet, les projets dans les secteurs sociaux (santé et éducation) ont été financés par le PAM (4.733,7 millions), l'UNICEF et le PAM (6.888,1 millions) et le Fonds Mondial (3.101,8 millions). La CEDEAO a financé à hauteur de 3.007,3 millions de FCFA la réhabilitation des camps militaires, l'UEMOA a procédé à des décaissements à hauteur de 1.201,0 millions pour la construction de son siège social à Bissau et la réalisation des études pour la construction du pont de Farim, et la Banque Mondiale a financé à hauteur de 1.500,3 millions des projets de développement et de réhabilitation des infrastructures.

Les transferts des autres secteurs, destinés principalement aux ONGs intervenant dans les secteurs sociaux et dans l'agriculture, ont connu une baisse par rapport à 2014.

**Tableau 15 : Compte de capital**

*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de capital	485 427,5	26 958,0	15 863,0	15 822,1	27 395,9	35 382,1
Administration publique	485 427,5	25 700,0	15 900,0	8 816,0	26 100,0	34 826,1
<i>Dont remises de dettes</i>	<i>484 447,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Autres secteurs	0,0	1 258,0	-37,0	7 006,1	1 295,9	556,0
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>485 427,5</b>	<b>26 958,0</b>	<b>15 863,0</b>	<b>15 822,1</b>	<b>27 395,9</b>	<b>35 382,1</b>

Source : BCEAO

### III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique BCEAO, englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents. Il est composé des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers ainsi que des autres investissements. Le tableau 16, présente l'évolution de ce compte de 2010 à 2015.

**Tableau 16 : Compte financier**

*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Investissements directs	-13 719,8	-11 403,0	-3 458,2	-9 701,9	-12 906,9	-9 599,3
Investissements de portefeuille	44,6	-16,1	0,0	0,0	-9 505,6	-4 960,6
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	449 768,8	2 715,8	5 146,9	-6 169,7	-17 179,0	18 688,5
<b>Solde du compte du compte financier</b>	<b>436 093,5</b>	<b>-8 703,3</b>	<b>1 688,7</b>	<b>-15 871,6</b>	<b>-39 591,5</b>	<b>4 128,6</b>

Source : BCEAO

#### **3.1- Investissements directs étrangers**

Les investissements directs sont constitués de nouvelles prises de participation dans le capital, des bénéfiques réinvestis ainsi que des dettes et créances entre entreprises apparentées. Au cours de l'année 2015, les entrées nettes au titre des Investissements directs étrangers, c'est-à-dire, le stock des investissements des privés non-résidents dont les montants représentent individuellement au moins 10% du capital social, se sont accrus de 9.599,3 millions en 2015 contre 12.906,9 millions en 2014. Les principaux secteurs bénéficiaires de ces flux sont le secteur commercial et surtout le secteur hôtelier et les bâtiments. Par instruments, ces flux sont induits principalement par des renforcements des capitaux propres dans des proportions tout de même moins importantes par rapport à 2014.



### **Encadré 3 : dispositif de l'Union en matière de suivi des investissements directs étrangers (IDE)**

Dans le cadre du processus d'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données des comptes extérieurs, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union a été renforcé, avec l'administration à compter de 2009, d'un formulaire complémentaire destiné au recueil d'informations sur les fonds propres des entreprises. Ce formulaire, administré conjointement avec le questionnaire de balance des paiements transmis aux entreprises, permet de recueillir des renseignements sur les investissements étrangers, selon l'orientation géographique et sectorielle. Le formulaire de collecte des données sur les IDE a été complété en intégrant à partir de 2011, les opérations d'emprunt, de crédits commerciaux et de dépôts, qui sont classées parmi les investissements étrangers au sens de la balance des paiements.

Ainsi, ce dispositif permet d'approfondir les analyses sur les investissements directs étrangers et de faire ressortir les risques pesant sur les financements extérieurs de nos Etats, en permettant une décomposition des flux par secteur, par instruments de dette et par partenaires. De même, ces données contribuent au renforcement des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, à travers un élargissement de leur champ de couverture aux corrections d'asymétries sur les flux intracommunautaires au titre des investissements directs étrangers (IDE). Elles permettent également aux pays de l'Union de participer à l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID), dont l'adhésion à compter de l'édition 2011 a été autorisée par les Autorités de la Banque Centrale.

### **3.2- Investissements de portefeuille**

Au cours de l'année 2015, les entrées nettes au titre des Investissements de portefeuille se sont situées à 4.960,6 millions. Elles concernent principalement les titres émis par le Trésor Public et acquis par les banques des autres pays de l'UEMOA.

### **3.3- Dérivés financiers**

Aucun montant n'a été enregistré sous cette rubrique.

### **3.4- Autres investissements**

Les autres investissements sont constitués principalement des crédits commerciaux, des numéraires et dépôts, les transactions liées à l'endettement public et les autres comptes à payer et/ou à recevoir. En 2015, le solde net des autres investissements a connu une forte détérioration avec des sorties nettes de 18.688,5 millions, en rapport avec les dépôts constitués et les crédits commerciaux concédés par les entreprises intervenant dans le secteur de commercialisation de la noix de cajou. L'impact de ces évolutions a été quelque peu atténué par les décaissements reçus par l'Etat auprès de la BOAD dans le cadre du financement du projet d'appui à la sécurité alimentaire, de la

réhabilitation des routes de la capitale et du projet de promotion de la production du riz.

#### **IV- CAPITAUX MONETAIRES**

##### **4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale**

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont établis à 176.571,1 millions en 2015 contre 138.516,9 millions en 2014, traduisant ainsi une amélioration de 41.054,2 millions. Ainsi, les avoirs extérieurs bruts sont passés de 155.726,8 millions en 2014 à 200.264,5 millions au titre de l'année 2015. S'agissant des engagements extérieurs bruts de la Banque Centrale, ils enregistrent une hausse, se fixant à 24.330,9 millions en 2015 contre 20.209,9 millions en 2014.

##### **4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts**

La position extérieure nette des banques et des autres Institutions Monétaires en 2015 est ressortie créditrice de 19.814,0 millions contre 25.167,0 millions l'année précédente, soit une baisse de 5.353,0 millions.

##### **4.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts**

Les variations de la position créditrice de la Banque Centrale et de celle des banques de dépôts ont conduit à un solde excédentaire de 35.801,0 millions contre 76.247,4 millions un an auparavant.

**Tableau 17 : Correspondance des statistiques monétaires et celles de la balance des paiements**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	Variation
<b>I- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BCEAO</b>					
<b>Avoirs</b>					
- Statistiques monétaires	81 783,3	88 297,4	155 726,8	200 264,5	44 537,7
- Position de réserve	141,7	-86,3	943,9	456,1	-487,8
- DTS détenus	-9 641,0	-9 076,9	-9 693,3	-10 338,5	-645,2
- Ajustement	287,2	341,5	-720,5	-291,2	429,3
<b>Total avoirs -Statistiques de la Balance des Paiements</b>	<b>72 571,2</b>	<b>79 475,7</b>	<b>146 256,9</b>	<b>190 090,9</b>	<b>43 834,0</b>
<b>Engagements</b>					
- Statistiques monétaires	16 793,0	16 215,0	20 209,9	23 693,4	3 483,5
- Allocation de DTS	10 404,1	9 971,1	10 649,6	11 358,9	709,3
- Ajustement	2 089,6	2 320,1	-1 465,5	-2 176,8	-711,3
<b>Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements</b>	<b>8 478,5</b>	<b>8 564,0</b>	<b>8 094,8</b>	<b>10 157,7</b>	<b>2 062,9</b>
<b>II- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DES BANQUES DE DEPÔTS</b>					
<b>Avoirs</b>					
- Statistiques monétaires	28 777,0	29 673,0	36 558,0	43 332,0	6 774,0
- Débiteurs divers	181,0	238,0	0,0	0,0	0,0
- Billets externes UMOA	3 279,0	2 271,0	4 700,0	4 200,0	-500,0
- Ajustements	2 846,0	3 512,0	7 694,0	8 120,0	426,0
<b>Total avoirs -Statistiques de la Balance des Paiements</b>	<b>35 083,0</b>	<b>35 694,0</b>	<b>48 952,0</b>	<b>55 652,0</b>	<b>6 700,0</b>
<b>Engagements</b>					
- Statistiques monétaires	9 231,0	6 883,0	11 391,0	23 518,0	-2 348,0
- Ajustements	1 995,7	3 822,7	3 575,7	4 118,9	15 018,2
<b>Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements</b>	<b>11 226,7</b>	<b>10 705,7</b>	<b>14 966,7</b>	<b>27 636,9</b>	<b>12 670,2</b>

Source : BCEAO

## V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

### 5.1- Évolution de la position extérieure globale nette

A fin 2015, la position extérieure globale nette s'est établie à -98.516,1 millions contre -153.570,5 millions en 2014, soit une amélioration de 55.054,4 milliards, du fait d'une augmentation des créances sur l'étranger plus importante que celle des engagements extérieurs au cours de la période.

Les créances se sont établies à 304.085,2 millions à fin 2015, en hausse de 77.830,3 millions par rapport à 2014. Cette évolution fait suite à un accroissement de 44.508,5 millions du stock des avoirs de réserve, de 41.959,2 millions des placements au titre des autres investissements et de 1.387,2 millions des placements au titre des investissements directs.

S'agissant du stock d'engagements, il s'est établi à 402.601,3 millions à fin 2015, en hausse de 49.430,2 millions par rapport à l'année précédente, suite à une augmentation de 33.665,2 millions du stock des autres investissements, de 10.789,0 millions du stock des investissements directs dans le pays et de 4.976,0 millions du stock d'engagements au titre des investissements de portefeuille.

**Tableau 18 : Variation de la position extérieure globale***(En millions de FCFA)*

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
<b>Stock d'actifs financiers (A)</b>	<b>215 284,1</b>	<b>674,4</b>	<b>304 085,2</b>
Investissements directs	21 663,3	0,0	23 050,6
Investissements de portefeuille	18 670,5	0,0	19 616,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	19 194,2	0,0	61 153,4
Avoirs de réserves	155 756,0	674,4	200 264,5
<b>Stocks de passifs financiers (B)</b>	<b>353 171,1</b>	<b>1 430,6</b>	<b>402 601,3</b>
Investissements directs	101 174,2	0,0	111 963,2
Investissements de portefeuille	13 177,0	10,0	18 153,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	238 819,9	1 420,6	272 485,1
<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-137 887,0</b>	<b>-756,2</b>	<b>-98 516,1</b>

Source : BCEAO

**5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale**

Le stock d'actifs est détenu essentiellement par la Banque Centrale à travers les avoirs de réserves qui représentent 65,9% du total des actifs financiers. Les autres institutions de dépôts détiennent 19,8% du stock des avoirs financiers contre 14,4% pour les autres sociétés dont les avoirs sont constitués principalement de dépôts et des crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers concerne principalement l'Administration Publique, les sociétés non financières et les Autres institutions de dépôts. Il concerne principalement la dette publique et les investissements directs étrangers. Le stock des IDE a progressé en 2015 pour atteindre 111.963,1 millions de FCFA. Les principaux secteurs bénéficiaires sont les télécommunications, le secteur bancaire, le secteur commercial et le secteur des BTP.

**Tableau 19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)**

(En millions de FCFA)

Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Sous total	Autres secteurs		Total
					Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>200 264,5</b>	<b>60 163,2</b>	<b>0,0</b>	<b>260 427,7</b>	<b>0,0</b>	<b>43 657,5</b>	<b>304 085,2</b>
Investissements directs	0,0	2 300,0	0,0	2 300,0	0,0	20 750,6	23 050,6
Investissements de portefeuille	0,0	19 616,7	0,0	19 616,7	0,0	0,0	19 616,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	0,0	38 246,5	0,0	38 246,5		22 906,9	61 153,4
Avoirs de réserves	200 264,5	0,0	0,0	200 264,5	0,0	0,0	200 264,5
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	10 338,5	0,0	0,0	10 338,5	0,0	0,0	10 338,5
Position de réserve au FMI	456,1	0,0	0,0	456,1	0,0	0,0	456,1
Autres avois de réserve	189 469,9	0,0	0,0	189 469,9	0,0	0,0	189 469,9
							0,0
<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>419,8</b>	<b>23 755,1</b>	<b>257 044,6</b>	<b>281 219,5</b>	<b>0,0</b>	<b>121 381,8</b>	<b>402 601,3</b>
Investissements directs	0,0	23 615,10	0,0	23 615,1	0,0	88 348,06	111 963,2
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	18 153,0	18 153,0	0,0	0,0	18 153,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	419,8	140,0	238 891,6	239 451,4	0,0	33 033,7	272 485,1
<b>Position extérieure globale nette</b>	<b>199 844,7</b>	<b>36 408,1</b>	<b>-257 044,6</b>	<b>-20 791,8</b>	<b>0,0</b>	<b>-77 724,3</b>	<b>-98 516,1</b>

Source : BCEAO

### 5.3- Structure géographique de la position extérieure globale

L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette du pays à fin 2015, fait ressortir une situation débitrice avec la Zone euro (-49.096,0 millions) et les autres pays de l'Union (-65.884,1 millions) alors qu'un excédent de 16.464,0 millions est enregistré avec les pays des autres régions du monde. Le déficit avec la Zone euro provient exclusivement des investissements directs étrangers reçus des résidents de cette sous-région. Quant aux engagements nets vis-à-vis des autres pays de l'Union, ils sont constitués essentiellement des investissements directs étrangers, des tirages au titre des prêts auprès des institutions multilatérales et des emprunts auprès du marché financier de l'Union. L'excédent net vis-à-vis des pays autres que ceux de l'Union et de la zone Euro est lié aux créances détenues sous forme d'avoirs de réserves par la Banque Centrale dont l'impact a été atténué par les prêts publics contractés auprès des institutions multilatérales et bilatérales.

Au niveau du stock d'actifs financiers, 80,1% est détenu sur les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone Euro et 19,9% sur les autres pays de l'UEMOA. Les avois de réserve demeurent la principale composante (34,1%) dont la majeure partie (95,7%) est détenue sur les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone Euro. La majeure partie des investissements directs (70,5% du stock) est réalisée dans les autres pays de l'UEMOA et dans les pays des autres régions du monde dans une moindre mesure (29,5% du stock). La totalité des investissements de portefeuille portent

sur les titres publics émis par les autres pays de l'UEMOA et acquis par les banques locales. Les autres investissements sont détenus principalement par les autres institutions de dépôts (38.246,5 millions) et les sociétés non financières (22.512,2 millions) essentiellement sur les opérateurs résidents dans les autres pays de l'UEMOA (96,3%).

S'agissant du stock de passifs financiers, 56,4% est détenu par les opérateurs résidents dans les pays autres ceux de l'UEMOA et de la zone Euro, 31,4% par ceux résidents dans les autres pays de l'UEMOA, 12,2% par ceux de la zone Euro. Le stock d'IDE se situe à 111.963,2 millions dont 43,9% est détenu par les opérateurs résidents dans la zone Euro, 41,3% par les autres pays de l'Union et 14,9% par ceux des autres pays. Le stock d'investissement de portefeuille se situe à 18.153,3 millions, détenu par les banques des autres pays de l'UEMOA. Le stock des autres investissements est détenu à hauteur de 77,2% par les opérateurs des pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone Euro et 22,8% par les opérateurs des autres pays de l'UEMOA.

**Tableau 20 : Répartition géographique de la position extérieure globale**

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>215 284,1</b>	<b>674,4</b>	<b>304 085,2</b>
EURO	0,0	0,0	0,0
UEMOA	63 734,6	0,0	60 557,2
AUTRES	151 549,4	674,4	243 527,9
<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>353 171,1</b>	<b>1 430,6</b>	<b>402 601,3</b>
EURO	39 604,0	0,0	49 096,0
UEMOA	95 371,1	10,0	126 441,4
AUTRES	218 196,0	1 420,6	227 063,9
<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-137 887,0</b>	<b>-756,2</b>	<b>-98 516,1</b>

Source : BCEAO

## CONCLUSION

L'évolution des transactions extérieures est caractérisée par un excédent du solde global de la balance des paiements (35.801,0 millions) plus faible par rapport au niveau exceptionnel enregistré en 2014 (76.247,4 millions). Cependant, l'excédent du compte courant s'est consolidé en 2015, en rapport avec la forte hausse des exportations de la noix de cajou, dans un contexte marqué par un recul des appuis budgétaires. Ces évolutions illustrent la vulnérabilité de l'économie face aux chocs externes avec une forte dépendance vis-à-vis de la filière cajou dont les performances enregistrées ont permis d'accroître sensiblement les exportations.

L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette du pays à fin 2015, fait ressortir une situation débitrice avec la Zone euro et les autres pays de l'Union alors qu'un excédent relativement faible est enregistré avec les pays des autres régions du monde. Cette situation provient du fait que la majeure partie du stock d'actif (61,3%) est détenu sur ces pays alors que les opérateurs de ces pays ne détiennent que 35,7% du stock des engagements du pays.

L'essentiel des engagements du pays est constitué d'investissement direct étrangers et des dettes publiques à long terme, en monnaie locale ou en Euro (64,3% du stock d'engagement). Cette structure contribue à limiter les risques. Toutefois, la diversification de la base productive et des exportations reste une nécessité. Au niveau de la filière cajou, les mesures prises par l'Etat ont favorisé la domiciliation et le rapatriement des recettes d'exportations. Ces actions devraient être poursuivies et étendues aux autres produits, tels que le bois dont les exportations ont atteint en 2015, un niveau record de 11,0 milliards de FCFA avec un faible taux d'encaissement et de rapatriement des recettes issues des opérations. Les capitaux privés mobilisés demeurent encore faibles puisque les investissements directs étrangers se situent à 19,5% du PIB. Dans ce cadre, l'accélération des réformes prévues dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires reste une priorité. En outre, la contribution du secteur minier est toujours marginale malgré les potentiels importants notamment, en termes d'exploitation et de production de bauxite et de phosphate. Dans ce cadre, les réformes prévues dans ce secteur devraient également être mises en œuvre.

# **ANNEXES**



## Table des annexes

Graphique 5 : Orientation géographique des importations .....	19
Graphique 7 : Évolution de la balance des services (en millions de FCFA).....	23
ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale .....	39
ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements.....	44
ANNEXE 3 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée).....	45
ANNEXE 4 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO).....	46
ANNEXE 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions.....	47
ANNEXE 6 : Balance des paiements optique FMI.....	48
ANNEXE 7 : Position extérieure globale (en millions de FCFA).....	67

## **ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale**

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

### **A- La balance des paiements**

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

#### **Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements**

##### **Compte des transactions courantes**

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte « revenu »*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement « transferts courants »*)

##### **Compte de capital**

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

##### **Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)**

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

## **A1- Compte des biens et services**

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;
- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication »<sup>14</sup> selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

## **A2) Compte de revenu primaire**

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

## **A3) Compte de revenu secondaire**

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

#### **A4) Compte de capital**

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

#### **A5) Compte financier**

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

#### **B- La Position extérieure globale (PEG)**

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant

unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

## **ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements**

Des ajustements de valeurs, de champ couvert et de chronologie sont faits sur les statistiques douanières pour le passage aux statistiques enregistrées en balance des paiements.

Ainsi, pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix déduit des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières. Ces ajustements sont indiqués sous la rubrique « ajustements de valeurs ».

La rubrique « ajustement de champ couvert » permet de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades). On procède également sous cette rubrique « ajustement de champ couvert » à la prise en compte du commerce non contrôlé.

Les ajustements de chronologie sont fondés sur le fait que les statistiques douanières recensent les déclarations en douane de l'année tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalages des dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs. L'écart entre les quantités déclarées par l'opérateur, les quantités déduites des statistiques douanières, appliqué aux prix déclarés par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs douanières.

Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se situent autour de 15,5% et 2,5% respectivement. Ces taux ont été actualisés en 2013. Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les services douaniers.

**ANNEXE 3 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)**
*(En millions de FCFA)*

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>244 264,22</b>	<b>231 878,17</b>	<b>12 386,05</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>170 643,18</b>	<b>199 782,75</b>	<b>-29 139,57</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>149 191,30</b>	<b>122 390,20</b>	<b>26 801,10</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	149 191,30	122 390,20	26 801,10
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	0,00	0,00	0,00
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,00	0,00	0,00
1.A.a.3	Or non monétaire	0,00	0,00	0,00
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>21 451,88</b>	<b>77 392,55</b>	<b>-55 940,67</b>
1.A.b.3	Transport	35,70	24 604,40	-24 568,70
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0,00	24 350,00	-24 350,00
1.A.b.4	Voyage	10 214,60	31 245,90	-21 031,30
1.A.b.0	Autres services	11 201,58	21 542,25	-10 340,67
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>31 783,00</b>	<b>16 658,75</b>	<b>15 124,25</b>
1.B.1	Revenus des salariés	15 797,40	7 624,61	8 172,79
1.B.2	Revenus des investissements	2 997,80	9 034,14	-6 036,34
1.B.3	Autres revenus primaires	12 987,80	0,00	12 987,80
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>41 838,04</b>	<b>15 436,67</b>	<b>26 401,37</b>
1.C.1	Administrations publiques	6 534,90	0,00	6 534,90
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	5 600,00	0,00	5 600,00
1.C.2	Autres secteurs	35 303,14	15 436,67	19 866,47
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	34 447,90	15 091,00	19 356,90
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>35 382,10</b>	<b>0,00</b>	<b>35 382,10</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,00	0,00	0,00
2.2	Transfert en capital	35 382,10	0,00	35 382,10
2.2.1	Administrations publiques	34 826,10	0,00	34 826,10
	<i>Remises de dettes</i>	0,00	0,00	0,00
2.2.2	Autres secteurs	556,00	0,00	556,00
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>88 126,71</b>	<b>48 197,07</b>	<b>39 929,64</b>
3.1	Investissements directs	1 387,22	10 986,47	-9 599,25
3.2	Investissements de portefeuille	946,19	4 966,00	-4 019,81
3.3	Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
3.4	Autres investissements	41 959,20	32 244,60	9 714,60
3.5	Avoirs de réserves	43 834,10	0,00	43 834,10
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-191 519,61</b>	<b>-183 681,10</b>	<b>-7 838,51</b>

Source : BCEAO



#### ANNEXE 4 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>244,264.22</b>	<b>231,878.17</b>	<b>12,386.1</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>170,643.18</b>	<b>199,782.75</b>	<b>-29,139.6</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>149,191.30</b>	<b>122,390.20</b>	<b>26,801.10</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	149,191.30	122,390.20	26,801.10
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	0.00	0.00	0.00
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0.00	0.00	0.00
1.A.a.3	Or non monétaire	0.00	0.00	0.00
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>21,451.88</b>	<b>77,392.55</b>	<b>-55,940.67</b>
1.A.b.3	Transport	35.70	24,604.40	-24,568.70
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0.00	24,350.00	-24,350.00
1.A.b.4	Voyage	10,214.60	31,245.90	-21,031.30
1.A.b.0	Autres services	11,201.58	21,542.25	-10,340.67
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>31,783.00</b>	<b>16,658.75</b>	<b>15,124.3</b>
1.B.1	Revenus des salariés	15,797.40	7,624.61	8,172.8
1.B.2	Revenus des investissements	2,997.80	9,034.14	-6,036.34
1.B.3	Autres revenus primaires	12,987.80	0.00	12,987.8
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>41,838.04</b>	<b>15,436.67</b>	<b>26,401.4</b>
1.C.1	Administrations publiques	6,534.90	0.00	6,534.9
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	5,600.00	0.00	5,600.0
1.C.2	Autres secteurs	35,303.14	15,436.67	19,866.5
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	34,447.90	15,091.00	19,356.9
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>35,382.10</b>	<b>0.00</b>	<b>35,382.1</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0.00	0.00	0.0
2.2	Transfert en capital	35,382.10	0.00	35,382.1
2.2.1	Administrations publiques	34,826.10	0.00	34,826.1
	<i>Remises de dettes</i>	0.00	0.00	0.0
2.2.2	Autres secteurs	556.00	0.00	556.0
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>37,592.61</b>	<b>33,463.97</b>	<b>4,128.64</b>
3.1	Investissements directs	1,387.22	10,986.47	-9,599.25
3.2	Investissements de portefeuille	5.39	4,966.00	-4,960.61
3.3	Dérivés financiers	0.00	0.00	0.0
3.4	Autres investissements	36,200.00	17,511.50	18,688.50
3.4.0.3	Administration publique	0.00	17,545.50	-17,545.5
3.4.0.4	Autres secteurs	36,200.00	-34.00	36,234.0
			0.00	
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-191,519.61</b>	<b>-183,681.10</b>	<b>-7,838.51</b>
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	<b>50,534.10</b>	<b>14,733.10</b>	<b>35,801.0</b>
	<b>Réévaluation</b>	<b>-674.40</b>	<b>-1,420.60</b>	<b>746.2</b>
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	<b>-49,859.70</b>	<b>-13,312.50</b>	<b>-36,547.2</b>
8.1	Banque centrale	-43,159.70	-642.30	-42,517.4
8.2	Autres institutions de dépôts	-6,700.00	-12,670.20	5,970.2

Source : BCEAO

## ANNEXE 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-35 039,8</b>	<b>-6 630,0</b>	<b>-42 497,3</b>	<b>-25 941,5</b>	<b>3 119,9</b>	<b>12 386,1</b>
<b>Biens et services</b>	<b>-63 638,0</b>	<b>-27 025,4</b>	<b>-51 678,5</b>	<b>-39 090,7</b>	<b>-58 224,2</b>	<b>-29 139,6</b>
<b>Biens</b>	<b>-34 643,7</b>	<b>-1 046,2</b>	<b>-25 732,0</b>	<b>-14 840,4</b>	<b>-23 828,6</b>	<b>26 801,1</b>
Marchandises générales	-34 643,7	-1 046,2	-25 732,0	-14 843,0	-24 582,7	26 801,1
<i>Dont : Réexportations</i>	3 127,2	1 838,0	446,0	127,0	0,0	0,0
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0	2,6	764,1	0,0
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	-10,0	0,0
<b>Services</b>	<b>-28 994,3</b>	<b>-25 979,2</b>	<b>-25 946,5</b>	<b>-24 250,3</b>	<b>-34 395,6</b>	<b>-55 940,7</b>
Transport	-13 685,2	-19 042,0	-17 063,3	-14 902,6	-19 018,6	-24 568,7
<i>Dont : Fret</i>	-13 581,2	-15 754,0	-14 806,9	-12 804,7	-18 686,9	-24 350,0
Voyage	-8 006,1	-8 249,0	-6 728,8	-4 833,9	-16 041,4	-21 031,3
Autres services	-7 303,0	1 311,8	-2 154,4	-4 513,8	664,4	-10 340,7
<b>Revenus primaires</b>	<b>-1 143,7</b>	<b>-8 733,6</b>	<b>-16 864,2</b>	<b>-3 963,2</b>	<b>18 459,1</b>	<b>15 124,3</b>
Revenus des salariés	861,5	-244,0	-1 810,3	-309,0	8 458,1	8 172,8
Revenus des investissements	-2 005,2	-8 489,6	-15 021,9	-3 654,2	-2 530,0	-6 036,3
Autres revenus primaires	0,0	0,0	-32,0	0,0	12 531,0	12 987,8
<b>Revenus secondaires</b>	<b>29 742,0</b>	<b>29 129,0</b>	<b>26 045,4</b>	<b>17 112,4</b>	<b>42 884,9</b>	<b>26 401,4</b>
Administrations publiques	14 205,0	17 314,0	11 911,0	1 861,7	23 631,6	6 534,9
<i>Aides budgétaires</i>	11 200,0	15 782,0	11 900,0	2 400,0	2 400,0	5 600,0
Autres secteurs	15 536,9	11 815,0	14 134,4	15 250,8	19 253,4	19 866,5
<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	12 130,5	10 697,0	12 363,0	12 363,0	19 177,6	19 356,9
						0,0
<b>Compte de capital</b>	<b>485 427,5</b>	<b>26 958,0</b>	<b>15 863,0</b>	<b>15 822,1</b>	<b>27 395,9</b>	<b>35 382,1</b>
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert en capital	485 427,5	26 958,0	15 863,0	15 822,1	27 395,9	35 382,1
Administrations publiques	485 427,5	25 700,0	15 900,0	8 816,0	26 100,0	34 826,1
<i>Remises de dettes</i>	484 447,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	1 258,0	-37,0	7 006,1	1 295,9	556,0
						0,0
<b>Compte financier</b>	<b>436 093,5</b>	<b>-8 703,3</b>	<b>1 688,7</b>	<b>-15 871,6</b>	<b>-39 591,5</b>	<b>4 128,6</b>
Investissements directs	-13 719,8	-11 403,0	-3 458,2	-9 701,9	-12 906,9	-9 599,3
Investissements de portefeuille	44,6	-16,1	0,0	0,0	-9 505,6	-4 960,6
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	449 768,8	2 715,8	5 146,9	-6 169,7	-17 179,0	18 688,5
Administration publique	452 457,3	-9 827,0	-7 629,0	-12 535,3	-24 134,0	-17 545,5
Autres secteurs	-2 688,5	12 542,8	12 775,9	6 365,6	-3 679,0	36 234,0
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-2 114,2</b>	<b>-2 261,7</b>	<b>-4 877,4</b>	<b>4 969,8</b>	<b>6 140,1</b>	<b>-7 838,5</b>
						0,0
<b>Solde global</b>	<b>12 180,0</b>	<b>26 769,6</b>	<b>-33 200,4</b>	<b>10 722,0</b>	<b>76 247,4</b>	<b>35 801,0</b>
						0,0
<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	<b>-12 180,0</b>	<b>-26 769,6</b>	<b>33 087,9</b>	<b>-10 881,9</b>	<b>-80 034,2</b>	<b>3 786,8</b>
Banque centrale	-1 985,4	-31 244,3	30 438,2	-6 978,9	-71 037,2	-41 771,2
Autres institutions de dépôts	-10 194,6	4 474,7	2 649,7	-3 903,0	-8 997,0	5 970,2

Source : BCEAO

**ANNEXE 6 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA)**

<b>Libellés</b>	<b>Crédit</b>	<b>Débit</b>	<b>Solde</b>
Compte des transactions courantes	244 264,2	231 878,2	12 386,0
Biens et services	170 643,2	199 782,8	-29 139,6
Biens	149 191,3	122 390,2	26 801,1
Marchandises générales, base balance des paiements	149 191,3	122 390,2	26 801,1
Dont : Réexportations	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce International	0,0	0,0	0,0
Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
Biens vendus dans le cadre du négoce International	0,0	0,0	0,0
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
Services	21 451,9	77 392,6	-55 940,7
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques Détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0

Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	130,2	224,8	-94,6
Transport	35,7	24 604,4	-24 568,7
Fret	0,0	24 350,0	-24 350,0
Voyages	10 214,6	31 245,9	-21 031,3
Travaux de construction	0,0	14,6	-14,6
Services d'assurance et de retraite	3,7	4 728,9	-4 725,2
Services financiers	1 524,4	184,2	1 340,2
Commission pour usage de propriété intellectuelle non Incluses ailleurs	0,0	1,4	-1,4
Services de télécommunications, d'informatique Et d'information*1	6 020,8	15 203,6	-9 182,8
Autres services aux entreprises	2 348,6	1 184,8	1 163,8
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	1 173,9	0,0	1 173,9
Revenu primaire	31 783,0	16 658,8	15 124,3
Rémunération des salariés	15 797,4	7 624,6	8 172,8
Revenus des investissements	2 997,8	9 034,1	-6 036,3

Investissements directs	257,0	724,7	-467,7
Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	724,7	-724,7
Intérêts	257,0	0,0	257,0
Investissements de portefeuille	1 795,0	2 495,2	-700,2
Revenu des investissements sur titres de Participation et parts De fonds De placement	0,0	2 000,0	-2 000,0
Intérêts	1 795,0	495,2	1 299,8
Autres investissements	945,8	5 814,2	-4 868,4
Prélèvement sur les revenus des quasi sociétés	0,0	0,0	0,0
Intérêts	945,8	5 814,2	-4 868,4
Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
Intérêts	0,0	0,0	0,0
Autre revenu primaire	12 987,8	0,0	12 987,8
Revenu secondaire	41 838,0	15 436,7	26 401,4

Administrations publiques	6 534,9	0,0	6 534,9
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0
Prestations Sociales (Débit)	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante	934,9	0,0	934,9
Transferts courants divers des administrations publiques	5 600,0	0,0	5 600,0
Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	35 303,1	15 436,7	19 866,5
Transferts personnels (transferts courants entre ménages Résidents et non résidents)	34 447,9	15 091,0	19 356,9
Envois de fonds des travailleurs	34 447,9	15 091,0	19 356,9
Autres transferts courants	855,2	345,7	509,6
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	2,0	0,0	2,0
Cotisations sociales	1,5	320,9	-319,4
Prestations sociales	0,0	0,0	0,0
Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0,0	24,2	-24,2

Indemnités d'assurance dommage	0,0	0,6	-0,6
Coopération internationale courante	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers	851,7	0,0	851,7
Dont : transferts courants Aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
Compte de capital	35 382,1	0,0	35 382,1
Acquisitions (DR) / cessions (CR) d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0
Transferts de capital	35 382,1	0,0	35 382,1
Administration publique	34 826,1	0,0	34 826,1
Remises de dette	0,0	0,0	0,0
Autres transferts de capital	34 826,1	0,0	34 826,1
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	556,0	0,0	556,0
Remises de dette	0,0	0,0	0,0
Autres transferts de capital	556,0	0,0	556,0

Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	279 646,3	231 878,2	47 768,1
Compte financier	88 126,7	48 197,1	39 929,6
Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	88 126,7	48 197,1	39 929,6
Investissement direct	1 387,2	10 986,5	-9 599,3
Titres de participation et parts de fonds de placement	1 386,2	10 986,9	-9 600,7
Titres de participation autres que le réinvestissement Des bénéfiques	1 386,2	10 262,9	-8 876,7
Investisseur direct dans des entreprises D'investissement direct	1 387,0	10 654,0	-9 267,0
Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
Entre entreprises soeurs	-0,8	-391,1	390,3
Réinvestissement des bénéfiques	0,0	724,0	-724,0
Instruments de dette	1,0	-0,4	1,4
Créances d'un investisseur direct sur des entreprises D'investissement direct	-10,0	0,0	-10,0
Créances des entreprises d'investissement direct sur Un investisseur direct (investissement à rebours)	11,0	0,0	11,0



Entre entreprises soeurs	0,0	-0,4	0,4
Investissements de portefeuille	946,2	4 966,0	-4 019,8
Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
Banque centrale	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Titres de créance	946,2	4 966,0	-4 019,8
Banque centrale	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0

Établissements de dépôts autres que la banque centrale	940,8	0,0	940,8
À court terme	1 618,8	0,0	1 618,8
À long terme	-678,0	0,0	-678,0
Administrations publiques	0,0	4 966,0	-4 966,0
À court terme	0,0	4 966,0	-4 966,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	5,4	0,0	5,4
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	5,4	0,0	5,4
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	5,4	0,0	5,4
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	5,4	0,0	5,4

Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
Banque centrale	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
Options	0,0	0,0	0,0
Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	41 959,2	32 244,6	9 714,6
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	5 541,0	-2 247,4	7 788,4
Banque centrale	0,0	216,6	-216,6

À court terme	0,0	216,6	-216,6
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-9 459,0	-2 464,0	-6 995,0
Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
À court terme	-9 459,0	-2 464,0	-6 995,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	15 000,0	0,0	15 000,0
À court terme	15 000,0	0,0	15 000,0
À long terme	0,0	0,0	0,0

Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15 000,0	0,0	15 000,0
À court terme	15 000,0	0,0	15 000,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Prêts	15 235,2	34 969,8	-19 734,6
Banque centrale	0,0	2 223,1	-2 223,1
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	2 223,1	-2 223,1
Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	15 235,2	15 235,2	0,0

À court terme	15 235,2	15 235,2	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	17 545,5	-17 545,5
Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
Autres à long terme	0,0	17 545,5	-17 545,5
Autres secteurs	0,0	-34,0	34,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	-34,0	34,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	-34,0	34,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	-34,0	34,0
Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0

Banque centrale	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux et avances	21 200,0	0,0	21 200,0
Banque centrale	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0

À long terme	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	21 200,0	0,0	21 200,0
À court terme	21 200,0	0,0	21 200,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	21 200,0	0,0	21 200,0
À court terme	21 200,0	0,0	21 200,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à recevoir/ à payer	-17,0	-477,8	460,8
Banque centrale	0,0	-376,8	376,8



À court terme	0,0	-376,8	376,8
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-17,0	-101,0	84,0
À court terme	-17,0	-101,0	84,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0

À long terme	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	-0,0
Avoirs de réserve	43 834,1	0,0	43 834,1
Or monétaire	0,0	0,0	0,0
Or métal	0,0	0,0	0,0
Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	-0,7	0,0	-0,7
Position de réserve au FMI	-516,3	0,0	-516,3
Autres avoirs de réserve	44 351,1	0,0	44 351,1
Monnaie fiduciaire et dépôts	44 351,1	0,0	44 351,1
Créances sur les autorités monétaires	5,1	0,0	5,1
Créances sur d'autres entités	44 346,0	0,0	44 346,0
Titres	0,0	0,0	0,0

Titres de créance	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Titres de participation et parts de fonds De placement	0,0	0,0	0,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-191 519,6	-183 681,1	-7 838,5
Postes pour mémoire	0,0	0,0	0,0
Financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Transferts courants et ou en capital	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
Investissements directs	0,0	0,0	0,0
Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
Instruments de dette	0,0	0,0	0,0

Investissement de portefeuille	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	0,0	0,0	0,0
Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités Ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
Arriérés	0,0	0,0	0,0
Accumulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
Principal sur la dette à court terme	0,0	0,0	0,0
Principal sur la dette à long terme	0,0	0,0	0,0
Intérêts initiaux	0,0	0,0	0,0
Intérêts de pénalisation	0,0	0,0	0,0
Remboursement d'arriérés	0,0	0,0	0,0
Principal	0,0	0,0	0,0
Intérêts	0,0	0,0	0,0
Rééchelonnement d'arriérés	0,0	0,0	0,0
Principal	0,0	0,0	0,0
Intérêts	0,0	0,0	0,0

Annulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
Principal	0,0	0,0	0,0
Intérêts	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO

**ANNEXE 7 : Position extérieure globale (en millions de FCFA)**

<b>Libellé</b>	<b>AVOIR Stocks début De période</b>	<b>AVOIR Autre flux</b>	<b>AVOIR Stocks fin De période</b>	<b>AVOIR Flux net</b>	<b>ENG Stocks début De période</b>	<b>ENG Autre flux</b>	<b>ENG Stocks fin De période</b>	<b>ENG Flux net</b>
Position extérieure global nette	215 284,1	674,4	304 085,2	88 126,7	353 171,1	1 430,6	402 601,3	47 999,6
Investissement direct	21 663,3	0,0	23 050,6	1 387,2	101 174,2	0,0	111 963,2	10 789,0
Titres de participation et parts de fonds de placement	21 612,0	0,0	22 998,3	1 386,2	101 173,0	0,0	111 962,4	10 789,4
Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfiques	21 078,1	0,0	22 464,3	1 386,2	99 784,0	0,0	110 046,9	10 262,9
Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	21 047,2	0,0	22 434,2	1 387,0	99 054,0	0,0	109 708,0	10 654,0
Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entre entreprises soeurs	30,9	0,0	30,1	-0,8	730,0	0,0	338,9	-391,1
Instruments de dette	51,3	0,0	52,3	1,0	1,2	0,0	0,8	-0,4
Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	38,4	0,0	28,4	-10,0	0,0	0,0	0,0	0,0









Établissements de dépôts autres que la banque centrale	10 401,0	0,0	942,0	-9 459,0	2 604,0	0,0	140,0	-2 464,0
Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À court terme	10 401,0	0,0	942,0	-9 459,0	2 604,0	0,0	140,0	-2 464,0
À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	7 906,9	0,0	22 906,9	15 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À court terme	7 029,9	0,0	22 029,9	15 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À long terme	877,0	0,0	877,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	7 906,9	0,0	22 906,9	15 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À court terme	7 029,9	0,0	22 029,9	15 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À long terme	877,0	0,0	877,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts	0,0	0,0	15 235,2	15 235,2	224 352,6	711,0	260 033,4	34 969,8
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	8 447,6	711,0	11 381,7	2 223,1



À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	363,0	0,0	329,0	-34,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	363,0	0,0	329,0	-34,0
À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	363,0	0,0	329,0	-34,0
Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux et avances	869,3	0,0	22 069,3	21 200,0	0,0	0,0	0,0	0,0







Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)